

Rouge

Nouvelle Calédonie

L'ombre
de l'OAS

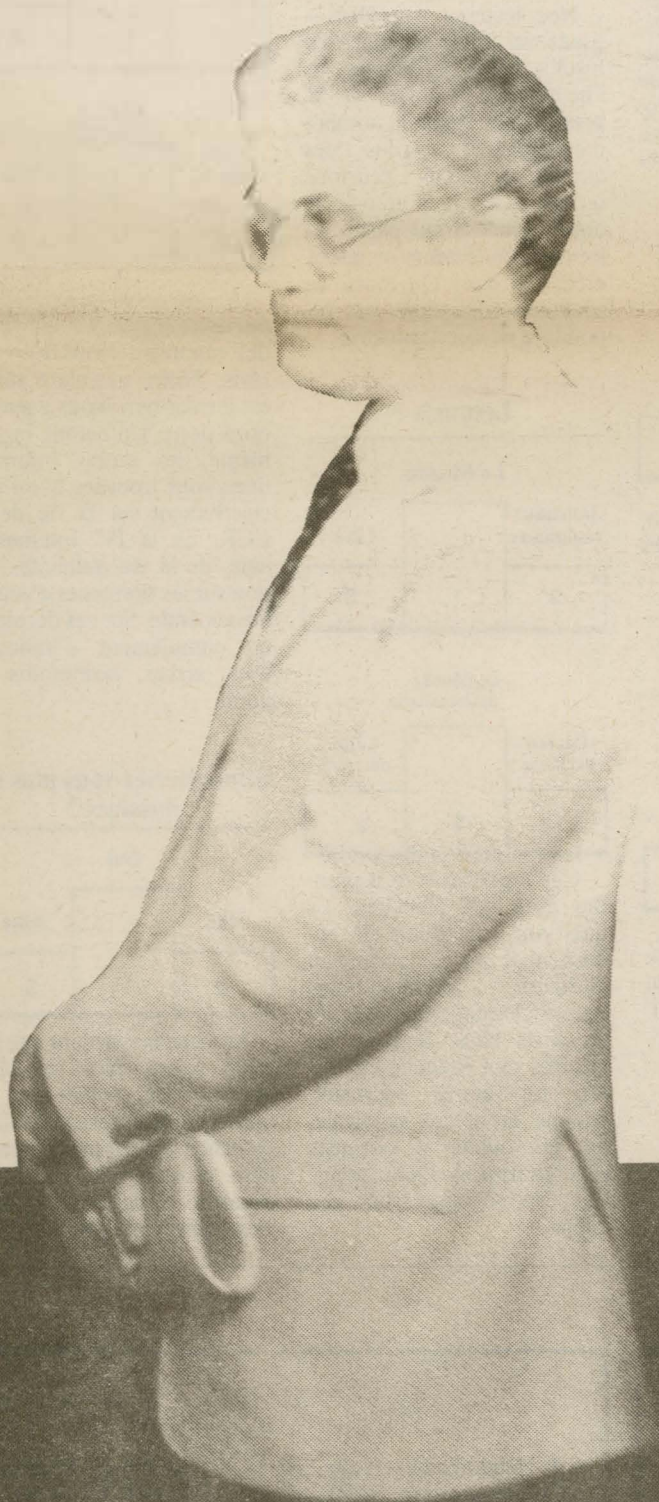
P. 12

M 1578 N° 1193 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 23 au 29 JANV. 86

PCF : recherche casier vierge désespérément

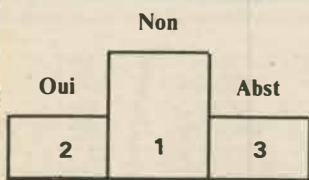


Enfin, les résultats du questionnaire. Ceux-ci ont pris la forme du classique question-réponse. Nous avons retenu une classification sous forme de podium. D'autres réponses existaient. Elles n'apparaissent pas ici, mais, rassurez-vous, nous ne les mettons pas pour autant à la poubelle. Ceci dit, attention ! Ces résultats n'ont qu'une valeur d'indication. Ils peuvent, sur quelques questions, dessiner une tendance. Mais nous sommes loin d'un sondage scientifique... Ne tirons donc pas des plans sur la comète... !

Questionnaire

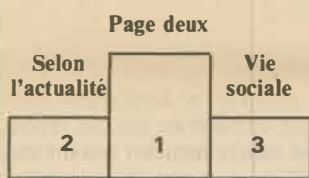
Enfin, les résultats !

Lisez-vous Rouge intégralement ?



Un peu moins de la moitié des lecteurs qui nous ont répondu ne lit pas Rouge intégralement. Ce n'est pas une surprise. Quel que soit le journal (quotidien, hebdomadaire, revue, etc.), cette situation est commune à l'ensemble de la presse écrite. Que la totalité des articles d'un journal n'intéresse pas un lecteur, quoi de plus normal ? Pourtant, plus d'un tiers des lecteurs déclarent lire intégralement Rouge. Cette dernière proportion démontre bien l'attachement particulier des lecteurs à leur journal, ce dernier chiffre étant largement supérieure à la proportion en vigueur dans les autres journaux.

Quelle page lisez-vous en premier ?



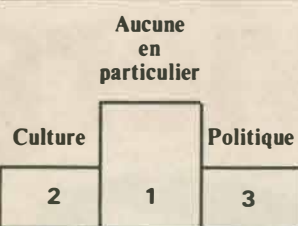
Un peu moins d'un tiers des lecteurs lit la page deux en premier. Si les lecteurs suivent d'abord l'ordre des pages, ils aiment surtout les petites infos, sèches, vivantes... Bref, les échos. Dont acte, nous retenons cet intérêt... Les sujets liés à l'actualité se placent sur la deuxième marche du podium. Normal ! Le lecteur cherche des informations — ou un complément d'information — sur le problème qui fait la une des médias, dont son entourage parle.

Quelle page lisez-vous en second ?



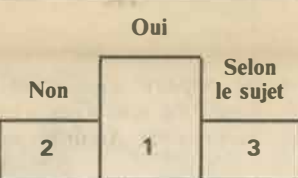
L'actualité prend la part du lion, décidément. Les autres temps forts du journal, s'ils sont peu lus en premier, apparaissent en seconde position dans l'ordre de leur lecture.

Quelle page ne lisez-vous jamais ?



Ouf ! Aucune page n'est haïe par les lecteurs. Plus de la moitié des réponses ne met aucune rubrique, aucun thème sur leur liste noire. A noter, un peu moins d'un tiers des lecteurs ne lit pas la page culture ; et les pages traitant de politique se retrouvent sur la troisième marche du podium, grâce à seulement 3 % des réponses.

Lisez-vous la page trois ?



Plus de la moitié des lecteurs (66 %) lit la page trois. Cette page est l'ouverture du journal et elle résume l'originalité des prises de position de notre organisation. Sa lecture va de pair avec une demande d'articles d'analyse, en nombre insuffisant aujourd'hui.

Lisez-vous la page deux ?



Cette question consacre le véritable engouement des lecteurs pour les petits articles informatifs. Les réponses positives atteignent un niveau de 80 % et à l'inverse, les « non » plafonnent en dessous de

1 %. Bon, bon, on a compris... Vive les brèves !

Vous arrive-t-il de ne pas finir un article ?



Les oui sont en tête. Ne le dissimulons pas, c'est inquiétant. Encore qu'il s'agisse d'un phénomène général dans la presse écrite. Il faut donc relativiser cette réponse pour le seul journal Rouge.

Pourquoi ?



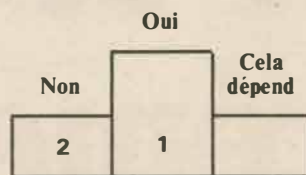
Autocritique : la réponse n'appelait pas une réponse claire et nette. Ces dernières ont donc été difficiles à classer. Plus, la schématisation d'un podium est arbitraire : les résultats tiennent en effet dans un mouchoir de poche. Mais l'arrêt dans la lecture s'explique néanmoins par plusieurs causes : la langue de bois, l'impression de lire un tract ; le désintéret pour un sujet qui ne passionne pas une partie des lecteurs ; l'illisibilité, les répétitions, les phrases lourdes. Nombre de ces défauts peuvent disparaître. Nous en sommes persuadés. Nous nous y efforçons, nous nous y efforcerons constamment dans l'avenir...

Quels articles vous ont intéressés ? Pas intéressés ?

Les classifications sont impossibles à faire. Les réponses sont trop variées. La période de référence n'est pas la même. Donner une appréciation globale relèverait plus de la manipulation que de l'enquête. Notons, quand même, l'intérêt qu'ont suscité les articles sur la flexibilité du

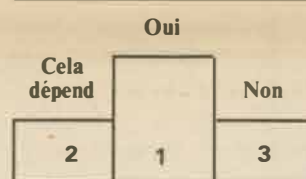
temps de travail et sur la marche antiraciste de décembre. Notons, également, que le taux d'abstention à la deuxième question — pas intéressé — est fort important : un peu moins de la moitié des réponses. Quoi qu'il en soit, toutes les réponses sur ce point constituent pour nous des éléments sérieux de réflexion.

La page une est-elle attirante ?



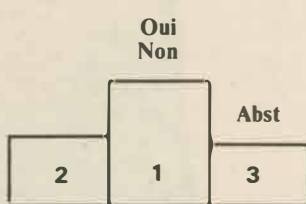
Les scores des oui et des non sont très proches. Les lecteurs sont donc partagés. D'ailleurs, si la question appelait peu de commentaires, il y en a eu pourtant beaucoup. Preuve du débat que soulèvent les unes de l'hebdo. C'est compréhensible, la une n'est-elle pas la vitrine du journal ?

Adaptée à l'actualité ?



Les oui enfoncent les non, puisque plus de la moitié des réponses est positive.

Souhaitez-vous plus de titres en une ?



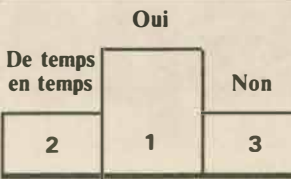
Egalité, à quelques réponses, entre les oui et les non. Les avis sont donc, là aussi, très partagés.

La mise en page est-elle agréable ?



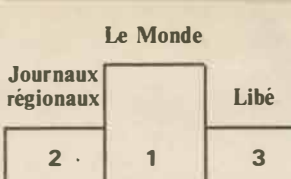
Plus de la moitié des lecteurs trouvent la maquette agréable. Dépêchez-vous de la regarder. Le 30 janvier, elle change...

Lisez-vous d'autres journaux ?



Nos lecteurs — à 90 % — lisent un autre journal. Ce résultat nous a étonnés. A l'heure de la crise de la presse, de la chute du nombre d'exemplaires vendus des quotidiens, nous sommes qu'une partie plus grande de nos lecteurs faisait partie du lot des non-lecteurs de quotidiens. Erreur ! Ou alors, ce sont ceux qui n'ont pas répondu à ce questionnaire.

Lesquels ?

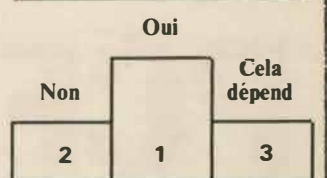


Le Monde diplomatique



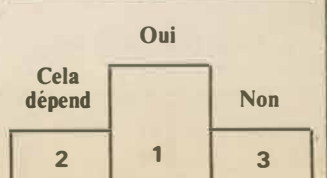
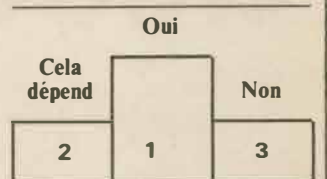
Ces réponses sont à prendre avec des pincettes. La question, sans doute, là encore, mal posée, permettait plusieurs interprétations. Souvent les quotidiens ont été les seuls cités. Souvent les lectures sont irrégulières. Enfin, les autres journaux, comme la presse syndicale, ont été oubliés à quelques exceptions près. Donc, attention, ces réponses sont peu fiables.

Regardez-vous les informations à la télévision ?



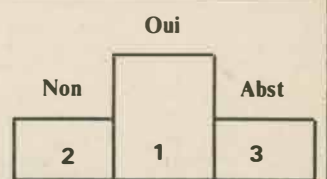
Un tiers des lecteurs ne regarde pas les informations à la télévision. C'est beaucoup... à l'heure du tout audiovisuel.

Trouvez-vous, dans Rouge, un complément d'information ? D'autres informations ?



A ces deux questions les oui représentent les deux tiers des réponses. Nous sommes ravis. Notre première tâche est d'informer. Nous y parvenons donc. Un bémol, quand même, les autres informations sont trouvées quasi exclusivement sur la vie de la LCR, de la IV^e Internationale, de la vie militante... et non sur les domaines d'actualité générale. Sur ces derniers, un complément d'information arrive néanmoins à point.

Souhaitez-vous plus de dossiers ?



Les lecteurs veulent que les sujets soient traités en profondeur ; ils veulent que le tour d'un problème soit fait... Ils demandent, à plus de deux tiers d'entre eux, plus de dossiers. Nous nous en souviendrons, c'est promis !

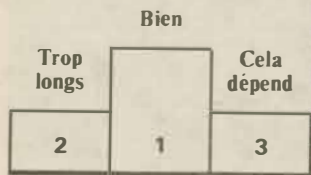
ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie _____
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

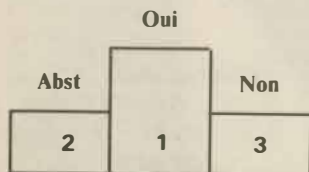
◆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75 011 Paris
◆ Gérant : Léon Crémieux
◆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte
◆ Tirage : 10 000 exemplaires
◆ Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
◆ Composition impression : Rotographie, Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 31.
◆ Commission paritaire 63922

Les articles sont-ils trop longs ? Trop courts ?



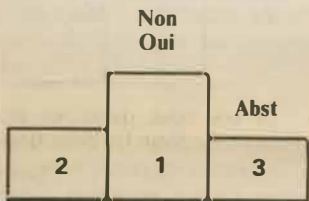
Nos articles, au niveau de leur longueur, sont bien. Mais l'impression de longueur gagne pourtant un tiers des réponses. Ce résultat est à mettre en regard de l'engouement pour les petits articles constaté précédemment. La règle pour nos lecteurs semble être celle de N. J. (Paris) : « *Quand le sujet demande de la place, prenez la, sinon, plus c'est court, mieux c'est.* »

Les titres des articles attirent-ils ?



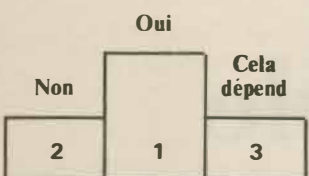
La proportion des oui — plus de la moitié des réponses — est nettement supérieure aux non qui se retrouvent sur la troisième marche du podium.

Les sujets sont-ils assez variés ?



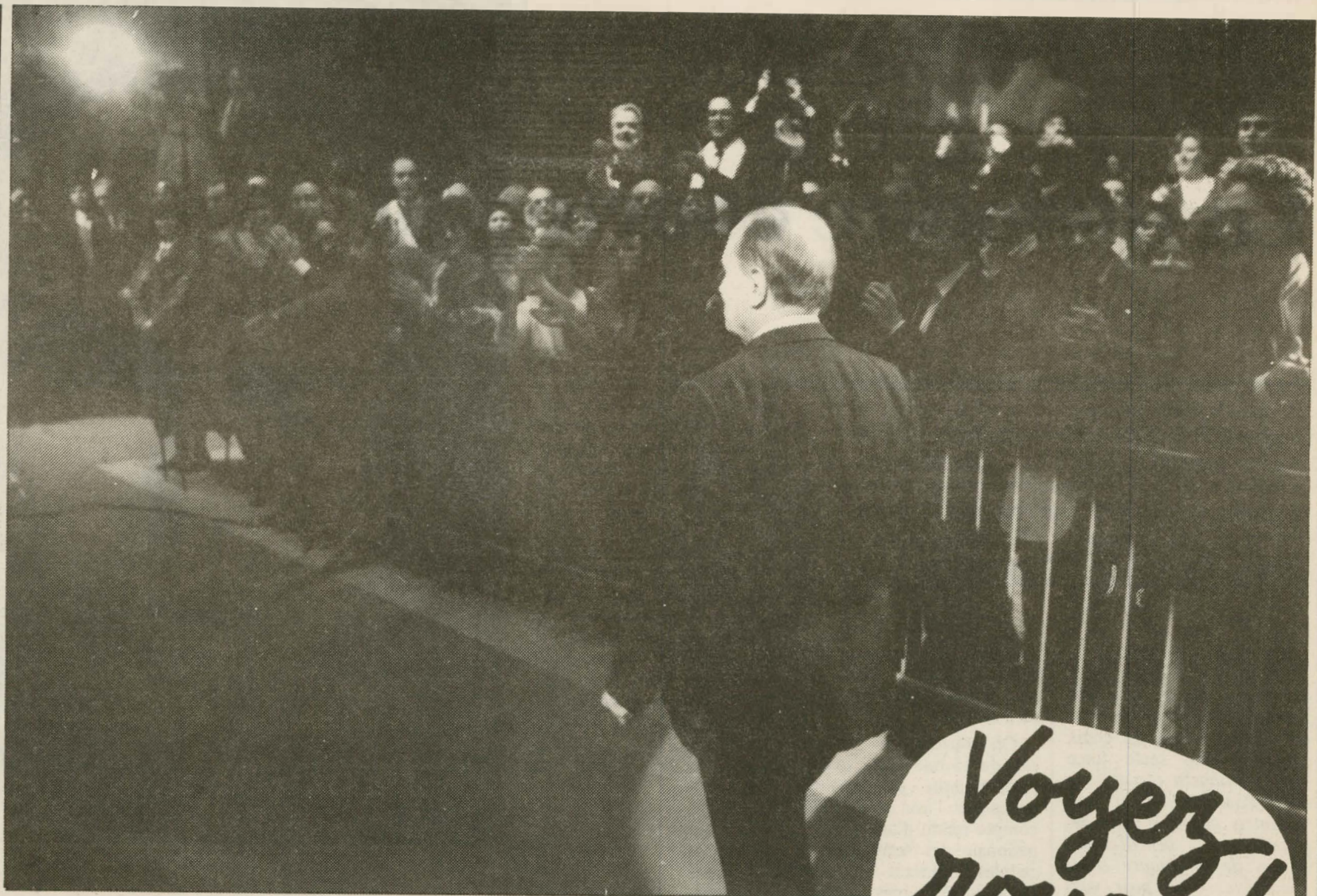
Les oui et les non sont à égalité. Là aussi, la question peu précise n'a pas entraîné de réponses précises. Quelle variété ? Quel autre sujet ? La question soulevait d'autres interrogations.

Lisez-vous la page culture ?



Le débat est âpre. Les lecteurs ne restent pas indifférents devant cette rubrique. D'un côté, elle est conspuée, de l'autre, elle est portée aux nues. Les oui l'emportent finalement, mais de peu. Un petit quart des réponses font la différence. Enfin une page qui fait parler d'elle...

La semaine prochaine Rouge se met en 24 pour vous plaire



Voyez rouge!

Les cartes truquées

Qu'est-ce qui fait courir les politiciens qui occupent à longueur de journées les grands médias ? Nombre de travailleurs se posent, ces temps-ci, la question. Il est vrai que la floraison de déclarations plus contradictoires les unes que les autres, le flou des programmes ou les incertitudes pesant sur les intentions des protagonistes au lendemain du 16 mars ne contribuent pas à éclaircir les idées.

A moins de deux mois du scrutin, on nous dit que l'électorat bougerait. Un sondage réalisé pour le compte du *Matin* et publié le 17 janvier, attribue même 30 % des intentions de vote au Parti socialiste, tandis que la droite, toutes composantes confondues, n'atteint péniblement que 52 %. Enquête réelle ou trafiquée ? Au fond, peu importe. Retenons simplement que la mise en valeur de telles « tendances » entretient un climat dont les objectifs ne sont guère mystérieux. Dans les allées du pouvoir comme du côté du bloc RPR-UDF, une volonté identique transparait désormais. Il s'agit de restructurer l'échiquier politique autour de deux grands pôles, en marginalisant les forces susceptibles de brouiller les cartes.

Polariser pour s'entendre

Le PS s'est ainsi fixé 30 % des suffrages comme score idéal. Réussir ce pari suppose cependant de regagner une fraction non négligeable de l'électorat populaire et de drainer de nombreuses voix communistes. Ce qui expli-

que les envolées du 17 janvier à Grand-Quevilly, de François Mitterrand, en défense des « *pauvres* » contre les « *privilegiés* ».

Au sein du camp adverse, on entend également favoriser le « vote utile ». Les leaders de l'opposition parlementaire s'efforcent donc de présenter l'image la plus sécurisante, celle d'une future majorité dont la victoire ne remettrait pas en cause la « *paix civile* ». Parallèlement, ils multiplient promesses et pressions en direction de leurs alliés. Avec quelque succès, si l'on en juge par les ralliements successifs du banquier Lévêque et du Centre national des indépendants (CNI) à l'alliance RPR-UDF.

Tout ce dispositif débouche sur la « *cohabitation* » au soir du 16 mars. Résigné à la défaite de la gauche, Mitterrand entend à tout prix demeurer en fonction. Mais il lui faut pour cela limiter les marges de manœuvre de la droite, jouer sur l'instabilité qui risque de découler du verdict des urnes, afin de s'imposer comme le garant de l'unité nationale. D'où son engagement actuel qui consiste d'un même mouvement à soutenir la majorité et à en

appeler à la « *grandeur de la France* ». Il s'exclamaient par exemple le 17 janvier : « *Pourquoi n'aurions-nous pas les réflexes de la Résistance ? Qui étais-tu, toi ? A quel Dieu croyais-tu ? Comment votais-tu ? Quel est le revenu de ta famille ? Dans quel quartier habites-tu ? Non, dans le moment, il faut rassembler les Français !* »

Les chefs de la réaction ne sont pas en reste. En fonction de leurs intérêts particuliers, ils souhaitent, eux aussi, le maintien du chef de l'Etat. Chirac, parce qu'il lui faut du temps pour s'imposer dans la course à l'Elysée. Giscard, parce que privé de troupes, il sait son avenir momentanément bouché. Et Barre, parce qu'à défaut de pouvoir imposer une élection présidentielle à chaud, il espère que ses rivaux trébucheront sur la cohabitation.

Ils cohabitent déjà

Avant même que les électeurs aient eu à se prononcer, la cohabitation est déjà devenue une réalité. Le programme signé le 16 janvier par Chirac et Lecanuet n'en est-il pas la meilleure illustration ? Bien loin de la « *rupture libérale* » annoncée, il se trouve bien en peine de se démarquer des gouvernants en place. Les menaces sur l'emploi, les salaires et les acquis parcourent l'ensemble du texte. Reste que le quotidien d'affaires *les Echos* résumait parfaitement, le 21 janvier, les difficultés de ses auteurs : « *Il nous a paru tout empreint de prudences et*

même empêtré d'hésitations. Il prend bien soin d'encenser la sacro-sainte Sécurité sociale. Il ne touche pas au régime d'indemnisation du chômage. Il maintient le salaire minimum. »

Peut-on vraiment s'en étonner ? Quand la droite annonce son intention de « rompre avec le dirigisme », elle ne diverge que sur les délais avec Fabius ou Bérégovoy. Et quand elle entend dénationaliser, elle se trouve prise à contre-pied par la pratique des dirigeants des groupes publics, pourtant nommés par les socialistes. N'est-ce pas le P-DG de Rhône-Poulenc qui vient d'exprimer sa volonté d'ouvrir son entreprise à 15 ou 20 % de capitaux privés ? N'est-ce pas Jean Peyrelevade, P-DG de la Compagnie financière de Suez et ancien collaborateur de Mauroy, qui se déclare favorable à la libéralisation des marchés financiers ?

Dernier exemple en date de cette cohabitation, le compromis qui semble s'ébaucher entre la majorité réactionnaire du Sénat et le pouvoir sur la flexibilité du travail. Certes, la droite veut aller plus loin que Michel Delebarre, donner au texte de loi des « *caractéristiques plus générales et plus souples* ». Sous l'égide du giscardien Fourcade, elle ne veut nullement entraver l'adoption d'un projet largement favorable au patronat. Le texte retenu par les sénateurs laisserait donc intacts les dispositions concernant l'obligation de négocier au niveau des branches, la possibilité de calculer les heures supplé-

mentaires en fin d'année et de les compenser par des repos, le salaire mensuel restant stable quel que soit le nombre d'heures effectuées.

L'obligation de « voir rouge » !

Rien ne serait plus dangereux que de demeurer les spectateurs passifs d'une partie dont les travailleurs sont les grands exclus. Il faut brouiller les cartes. Personne ne le fera à notre place. Surtout pas un PCF qui, après avoir prôné une union de la gauche qui s'est révélée si coûteuse pour le monde du travail, n'a rien d'autre à proposer que son propre renflouement.

« Voir rouge » comme nous le proposons dans cette campagne, c'est refuser la compromission dont les gouvernants donnent l'infâme spectacle. « Voir rouge », c'est permettre à des centaines de milliers d'électeurs de dire, le 16 mars prochain, qu'on peut rester à gauche sans approuver la faillite totale de la gauche traditionnelle et qu'on peut critiquer cette dernière tout en s'opposant résolument au retour de la droite. Et c'est leur permettre de rester fidèles au socialisme, aux valeurs émancipatrices du mouvement ouvrier.

Voilà l'objectif des listes présentées par la LCR ou de candidatures unitaires qu'elle soutient. Que celles-ci recueillent le maximum de suffrages le 16 mars : c'est un enjeu autrement important que l'issue de joutes politiques qui se déroulent sous nos yeux.

Christian P

PCF

La mémoire courte

Le trouble peut s'insinuer. Et si, après tout, le PCF se proposait de défendre les travailleurs, de lutter contre l'austérité ? Holà, holà... Il fut un temps, pas si lointain, où le PCF joignait ses efforts, ses élus, ses ministres à ceux du PS pour pratiquer l'austérité. Et il faudrait lui pardonner, oublier, et voter pour lui en passant l'éponge ? Bref, être amnésique ?

Le théorème électoral du PCF est posé. Non, le vote utile n'est pas le vote PS, puisque entre la droite et le PS, il n'y a pas de choix possible. Une seule force sûre, sur laquelle compter : le PCF. Pourquoi ? « Il ne vous a jamais appelé à faire des sacrifices au bénéfice des géants de la finance et de l'industrie. C'est pour vous défendre et pour travailler à une politique de progrès qu'il est allé, même affaibli, au gouvernement de 1981. »

Une pareille affirmation suppose que les travailleurs aient la mémoire courte.

Quand ils étaient ministres

Le PCF avait quatre ministres et un groupe parlementaire, le même qui, aujourd'hui mène la guérilla d'amendements contre la loi sur la flexibilité. Quand il était au gouvernement, que n'a-t-il pas organisé un pareil chahut...

En mars 1983, après les municipales qui virent la perte d'une trentaine de maires communistes, le gouvernement Mauroy adopte son second plan d'austérité. Au menu, ce 25 mars : l'instauration du forfait hospitalier, soit vingt francs par jour non remboursables, le prélèvement pour tous de 1 % sur le revenu imposable, le relèvement des tarifs publics de

8 %, les premières restrictions budgétaires, ainsi que d'autres mesures du genre taxe sur l'alcool.

On trouvera dans *L'Humanité* du 16 mai 1983, malgré l'impopularité des mesures prises avec l'aval du PCF, un compte rendu d'une réunion nationale des secrétaires de cellules, devant laquelle Georges Marchais s'exprimait ainsi : « Nous avons été une grande force de contestation... Mais, bien sûr, cela crée des habitudes qu'il faut maintenant dépasser. Pour une large part, c'est une autre pratique politique, une nouvelle manière de militer (...) qu'il nous faut mettre en œuvre. Et cela, bien sûr, parce que nous participons au gouvernement et à la majorité, et que des possibilités plus grandes nous sont offertes pour agir efficacement. » L'austérité passe, les nouvelles pratiques militantes — c'est-à-dire le soutien au gouvernement — s'incrustent dans le PCF.

Le 12 septembre 1983, le journal quotidien du PCF clame comme à son habitude le succès de la fête de *L'Humanité*, qui se tenait le week-end précédent. Juquin prononçait le discours dominical. Depuis le second plan d'austérité, les mesures tombaient : la cotisation vieillesse était relevée de 1 % pour les salariés en cette rentrée ; l'été fut pourri par l'annonce de huit mille suppressions d'emplois à Peugeot-Talbot.

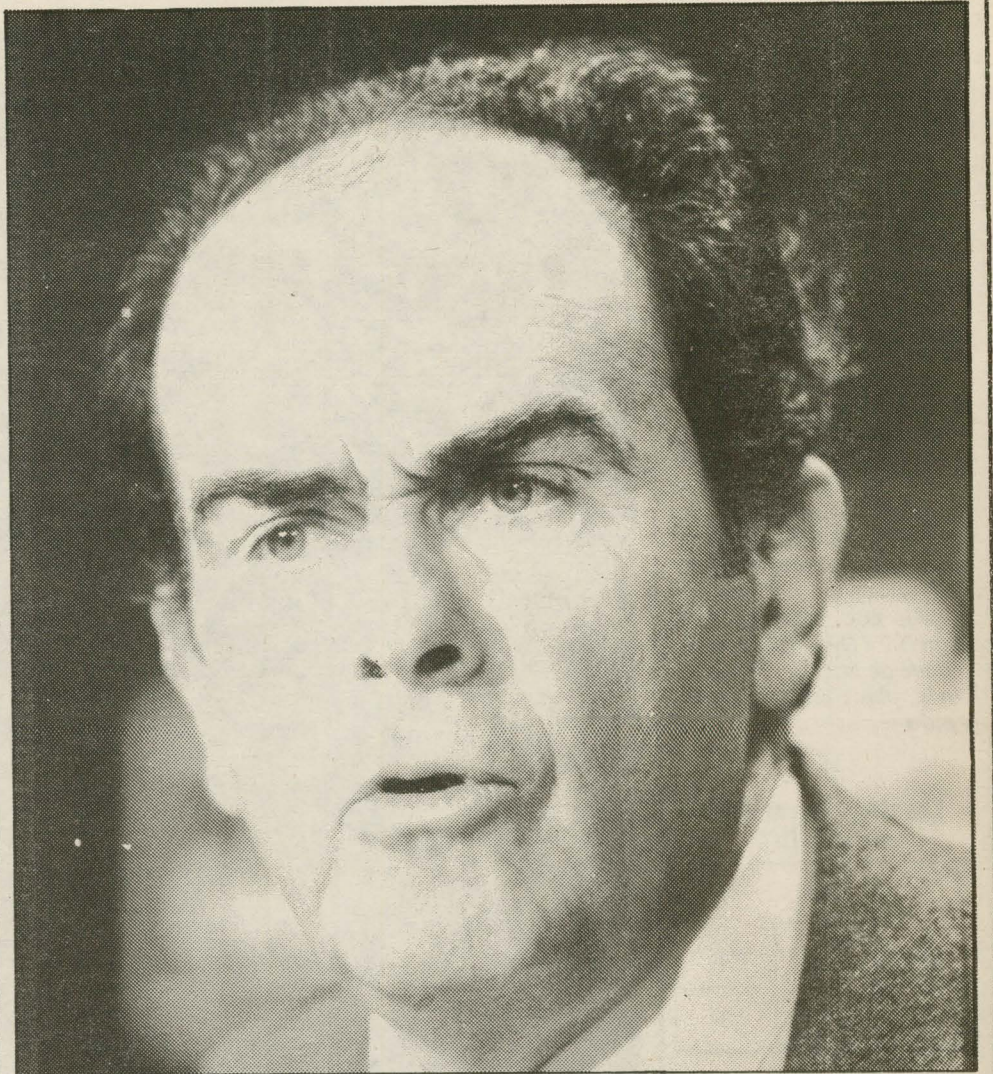
quatre cent cinquante à Thomson, huit cent cinquante à PCUK ainsi que par le plan anti-immigrés du gouvernement, qui ouvrait la chasse aux clandestins. La CGT, elle, évaluait à cent mille suppressions d'emplois les dégâts depuis mars 1983.

Le porte-parole en titre du PCF déclarait, devant le parterre de la Courneuve : « Si d'autres craignent que la participation au gouvernement nous fasse perdre notre âme, qu'ils se rassurent également. Personne ne nous a passés les écharpes de ministres comme des cordes au cou... »

Juste avant de sortir

Georges Marchais prononce parfois quelques phrases historiques, qui s'imprègnent dans la mémoire collective du mouvement ouvrier. En voici une, tirée de *L'Humanité* du 12 décembre 1983, reproduisant l'intervention du secrétaire général, invitée la veille du « Club de la presse » d'Europe 1 : « Je considère que le bilan de ces deux premières années, sur le plan économique, social, démocratique, est bien supérieur à celui qui a caractérisé la période du Front populaire, ou à celui qui pouvait être fait au lendemain de la Libération. »

Qu'on se rappelle la fin de l'année 1983. Delors, laissant présager la lettre de Mauroy aux P-DG des entreprises nationalisées, explique en novembre que les salaires doivent être liés à la productivité et au mérite individuel.



La désindexation fait un pas en avant considérable, confirmé par Mauroy, le 31 décembre. Les négociations sur l'UNEDIC, dès le début décembre, s'orientent vers la destruction de l'allocation pour licenciement économique (les ex-90 % devenus 70 %...). Et Talbot, à Poissy, est en grève depuis le 7 décembre contre mille neuf cent cinq licenciements, à savoir la première restructuration en grand pour cause de « modernisation ».

En mars 1984, après que les fonctionnaires ont vu leurs salaires baisser, le plan acier (vingt-cinq mille emplois supprimés jusqu'en 1987), charbon (six mille emplois supprimés par an jusqu'en 1988), navale (cinq mille licenciements jusqu'en

1985) sont annoncés. *L'Humanité* du 21 avril rendra compte du vote positif du groupe PCF, juste après que le 13 avril, soixante mille sidérurgistes aient défilé contre les licenciements dans les rues de la capitale.

« Dans l'union, au gouvernement, et dans la majorité, avec les travailleurs, tel est le sens indivisible de notre vote », dira Guy Hermier, apportant les voix du PCF à Mauroy pour licencier massivement dans les secteurs traditionnels de la classe ouvrière. Avec les travailleurs et avec ceux qui les licencient ?

Voter utile ?

Voter communiste, oui, mais pas pour le Parti communiste. Un vote anti-austérité, le vote PCF ? On peut en

douter, en regard de son lourd passé récent. Qu'a-t-il fait des suffrages des travailleurs, lui qui, avant le 10 mai 1981, fit à ce moment aussi une campagne antisocialiste en épargnant la droite ?

Quand sa propagande électorale interroge : « Mais quel moyen sûr avez-vous de vous défendre, sinon le PCF ? », ce sont les années 1982, 1983, 1984 qui apportent la réponse. Le PCF a largement contribué à mettre en place une politique d'austérité, qu'il dénonce avec force espérant l'oubli de son passage gouvernemental.

L'attitude radicale d'aujourd'hui, la méche en bataille et le verbe haut des élus communistes peuvent faire illusion. Le temps de faire un petit effort de mémoire...

Jean Lantier

CORSE

Un crime injustifiable

Le FNLC a revendiqué le 13 janvier le meurtre de deux travailleurs tunisiens assassinés onze jours plus tôt à Ajaccio. La justification de ce crime ? La drogue. Les deux victimes auraient été de dangereux trafiquants.

Lorsque les deux immigrés furent découverts dans le pauvre appartement qu'ils habitaient à Ajaccio, les antiracistes, dont beaucoup sont aussi des militants nationalistes, tournèrent leur regard vers l'extrême droite.

Ava Basta (Maintenant, ça suffit !), mouvement qui agit contre le racisme depuis près d'un an en Corse, exigea l'ouverture d'une enquête face à une police qui ne se hâta nullement de faire avancer les choses. Aucun scellé sur les portes de l'appartement, aucune autopsie. Pourtant, Hassan Sdiri et Sala Sgatni étaient totalement inconnus des services de police.

Jamais condamnés antérieurement, ils travaillaient en Corse depuis plusieurs années. Cela n'empêcha pas le préfet de police de déclarer (sur quelles preuves ?) : « Je rejette le caractère racial de l'assassinat. » Aucune trace de drogue n'avait pourtant été découverte chez les deux immigrés.

La revendication des meurtres par le FNLC fit l'effet d'un choc. Il amena d'abord le dégoût de tous ceux qui, combattant contre la politique de l'Etat français, se sont souvent retrouvés depuis dix ans aux côtés du FNLC. Comme l'ensemble

du mouvement nationaliste, ce dernier s'est toujours déclaré antiraciste, ennemi du seul Etat français et de ses représentants.

Depuis quelques mois, le FNLC et le mouvement corse pour l'autodétermination (MCA, organisation politique légale qui poursuit les mêmes objectifs que le Front), ont lancé une campagne contre la drogue « qui avilit la jeunesse corse ».

Sans discuter du bien-fondé d'une telle initiative, une chose est sûre : ce meurtre spectaculaire, pour un tel motif, ne peut que favoriser l'amalgame entre drogue et immigrés. Sur ce terrain, déjà occupé par la droite et l'extrême droite, le FNLC flatte ainsi le racisme et bénéficie de sympathies contre nature.

Chacun sait en Corse par quelles filières passe le trafic de la drogue et quelles grandes familles en tirent les ficelles. Ce ne sont pas des Maghrébins et encore moins les

deux victimes du 2 janvier.

Ava Basta, nos camarades du groupe A Fiumara, mais aussi plusieurs organisations du mouvement national corse, ont dénoncé cet acte meurtrier. Parmi elles, le Collectif nationaliste corse, l'Union du peuple corse et le Parti du peuple corse. Les menaces reçues ces derniers jours ne changent rien à cette détermination, pas plus d'ailleurs que le concert antinationaliste orchestré par de nombreuses forces, silencieuses sur le meurtre mais trop contentes de pouvoir assimiler le FNLC aux fascistes.

La LCR, principale organisation française à avoir toujours apporté son soutien au mouvement national corse et au FNLC face à la répression, a également dénoncé ce crime dans un communiqué rendu public par les deux quotidiens de l'île.

Laurent Carasso

1986

Manifeste électoral
de la Ligue
communiste
révolutionnaire

Voyez
rouge!

Ni gauche tor
ni droite frie:
créez le choc!



LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

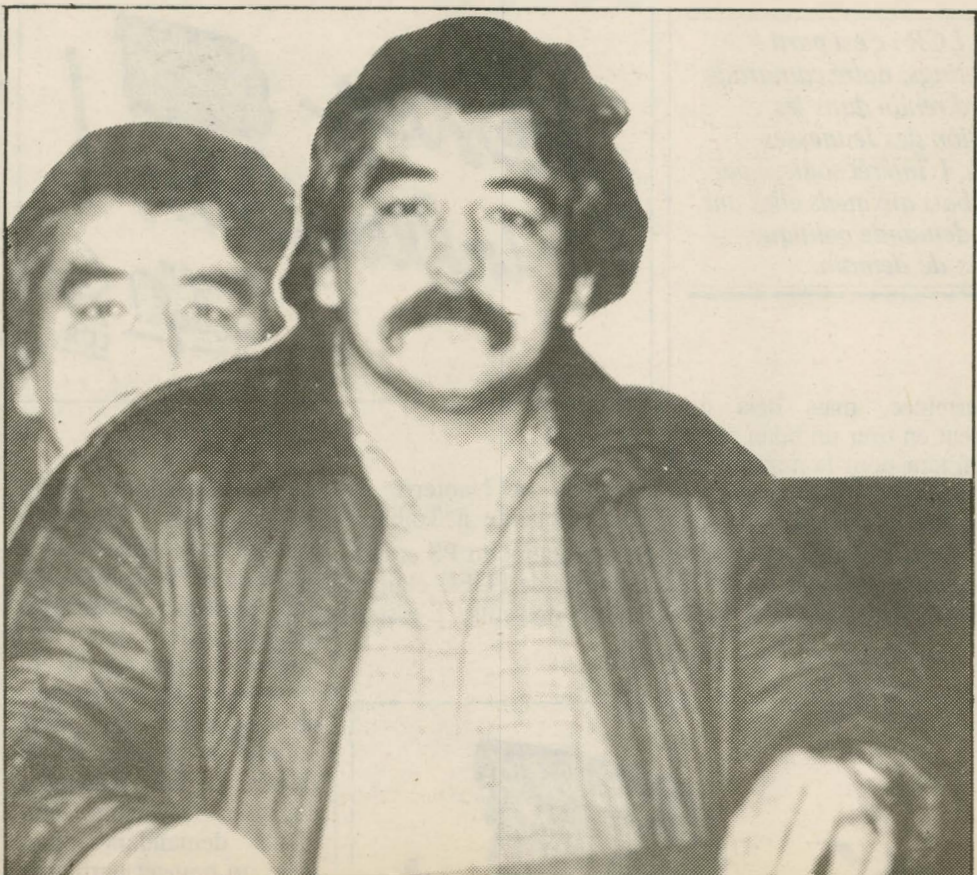
Dossier N° 16 5f
ROUGE 1er trimestre 86



INTERVIEW D'IGNACE GARAY

Un candidat pas comme les autres

« Contre la droite, pour une véritable politique de gauche », le collectif alternatif du Lot-et-Garonne, existe maintenant depuis plusieurs mois. Formé à Agen, il s'est progressivement étendu aux trois autres grandes villes du département : Fumel, Villeneuve-sur-Lot, Nérac. Près d'une centaine de personnes se trouve ainsi regroupées, dont de nombreux syndicalistes, d'anciens membres du PS, des militants de la LCR et des écologistes. Pour les prochaines législatives, le collectif présente une liste conduite par notre camarade Ignace Garay. Figure connue de Fumelois, animateur de nombreuses luttes locales et syndicaliste, Ignace a accordé une interview à un hebdomadaire local : « La feuille ». Nous le reproduisons ici.



« Ignace Garay, figure locale rayonnant dans tout le Fumelois », c'est ainsi qu'est décrit notre camarade dans l'hebdomadaire de la vallée du Lot.

Cela te vient d'où, cette révolte ?
 Sans doute de mes origines basques. Mon père a été un personnage important dans ma vie. Il a été réfugié politique après avoir été condamné par Franco. Nous sommes arrivés en France à Agen, en 1949. Ouvrier comme moi, c'était un caractère d'une exceptionnelle ouverture et d'une absence de sectarisme. Autodidacte, il lisait quatre à cinq journaux par jour afin d'être correctement informé. Malheureusement, il est arrivé en France avec des handicaps divers durs pour ma mère qui déjà, avait été éprouvée par la mort de son père, fusillé parce qu'il était un dirigeant socialiste.

Comment vivait-on chez toi ?
 La maison était très ouverte, parfois trop au goût de ma mère, et l'on recevait des gens de toutes tendances. C'était un lieu de discussions intenses, d'une extraordinaire vitalité intellectuelle. On analysait la guerre d'Espagne et l'actualité plus récente.

« Ligue communiste révo-

lutionnaire » en 1986, cela fait peur. Es-tu dangereux, capable de violence ?
 Si l'on raisonnait sainement, on ne pourrait jamais dire cela : nous ne sommes en aucun cas des poseurs de bombes. Au contraire, dans notre souci de faire évoluer la société, nous souhaitons avant tout débattre. Expliquer pour faire avancer. Ce n'est pas de l'utopie : on voit bien que le monde ouvrier, grâce aux luttes, a pu avancer, quant aux libertés des femmes, elles sont maintenant reconnues, ce qui était inimaginable il y a quelques années. Nous y sommes un peu pour quelque chose.

Quand j'étais petit, mon père m'emmenait à différents meetings à Toulouse, seul le talent et la personnalité comptaient. Il faut écouter pour apprendre. Cela enseigne la tolérance.

Quel âge as-tu, as-tu des frères et des sœurs ?
 Trente-cinq ans, un frère imprimeur chez UPSA à Agen, CGT comme moi.

A propos de la CGT, cela t'ennuie-t-il pas un esprit

aussi indépendant que toi d'obéir à un système ?
 Tu as parlé de « nouveau look » de la CGT récemment, c'est faux : la CGT est une fédération qui respecte les situations purement locales. La vie de chaque grande entreprise est différente. De surcroît, on peut défendre des idées personnelles. Je l'ai fait notamment sur la Pologne. J'ai été attaqué très violemment dans la presse communiste.

En ce qui concerne la LCR, nous accueillons des gens de tous milieux (leurs cotisations diffèrent) : il y a des gens aisés, des enseignants, des ouvriers et des chômeurs ; nous sommes en contact avec la FEN, la

CFDT qui ne sont pas totalement comme nous.

Principales qualités et principaux défauts ?
 Qualité ? Si c'en est une, je suis obstiné : en matière de sport même, j'ai appliqué nos idées en créant un club autogéré. Je n'aime pas que le sport soit un écran, une drogue, et qu'il soit géré par des notables locaux. Au Caoulet, on l'a montré. Il est sorti de chez nous Cabrel, Rochette qui est chroniqueur sportif à Libé et un autre qui est à l'Equipe. Ensuite, je pense être ouvert, pas sectaire, je ne cours pas la carte à la main. Quand les jeunes viennent me voir, je ne leur dis pas qu'il existe une solution, je leur dis de se prendre en main et de s'organiser là où ils sont. Tout le monde n'est pas fait pour faire de la politique. Il y a ceux qui sont motivés par le ciné, le rock, le foot ou autre chose.

Mes défauts ? Une certaine dispersion et peut-être de ne pas soigner assez ma présentation. Mon souci n'est pas l'apparence. Je dis aussi clairement ce que je pense mais sans portes claquées.

Quel est ton salaire ?
 5000 francs nets, 6 300 francs environ avec les diverses primes.

Est-il justifié avec tout le temps que tu passes à « militer » ?
 Bien sûr, je ne travaille pas à temps plein. Je suis au comité d'établissement, et au comité central de la PAM et c'est du boulot. En outre, la forme des sociétés évolue vite et pour comprendre cette nouvelle économie afin qu'on ne nous raconte pas n'importe quoi, il a fallu énormément travailler.

Les jeunes ici à Fumel ne

te considèrent-ils pas un peu comme Dieu le père ?
 S'ils le font, ils ont tort, mais ma porte leur est toujours ouverte. Je les écoute. Je n'essaie pas de les embrigader. Il faut bien se rendre compte qu'il n'existe plus de vie de jeunes comme nous en avons. Nous trouvons un petit job, une piaule. A cause du chômage, ils restent chez leurs parents, peuvent difficilement avoir une vie intellectuelle, culturelle et sexuelle. Les logements ici sont inadaptés et dans les foyers, on interdit de recevoir. Quant à la drogue, au lieu d'attraper un gosse de temps en temps, on ferait mieux de s'attaquer aux causes. On se demande si tout cela n'est pas organisé. Ce n'est pas possible qu'on ne sache pas, c'est visible ici à Fumel.

Quels sont tes héros, personnages historiques préférés ?
 Je ne vénère pas facilement, je n'aime pas les statues ni les héros ni les dictateurs qui sont souvent de grands malades.

Et dans les films, en musique ?
 Petit, j'aimais énormément Charlie Chaplin, j'aime le cinéma italien, parfois américain : Macadam Cow-boy, Paris-Texas, au théâtre, j'aime Gassmann, Philippe Caubert, Bernard Haller, Guy Bedos ; en littérature, les sud-américains : Marquez et également le roman policier. En musique, j'apprécie le rock, mais aussi le classique, Brassens, Trenet et la chanson réaliste, Piaf surtout.

Si tu ne faisais pas ce que tu fais, qu'aurais-tu choisi comme métier, étant donné ton don pour la parole ?

Dans notre dernier numéro, nous recensons les départements où seraient présentes, aux législatives ou aux régionales, des listes unitaires anticapitalistes.

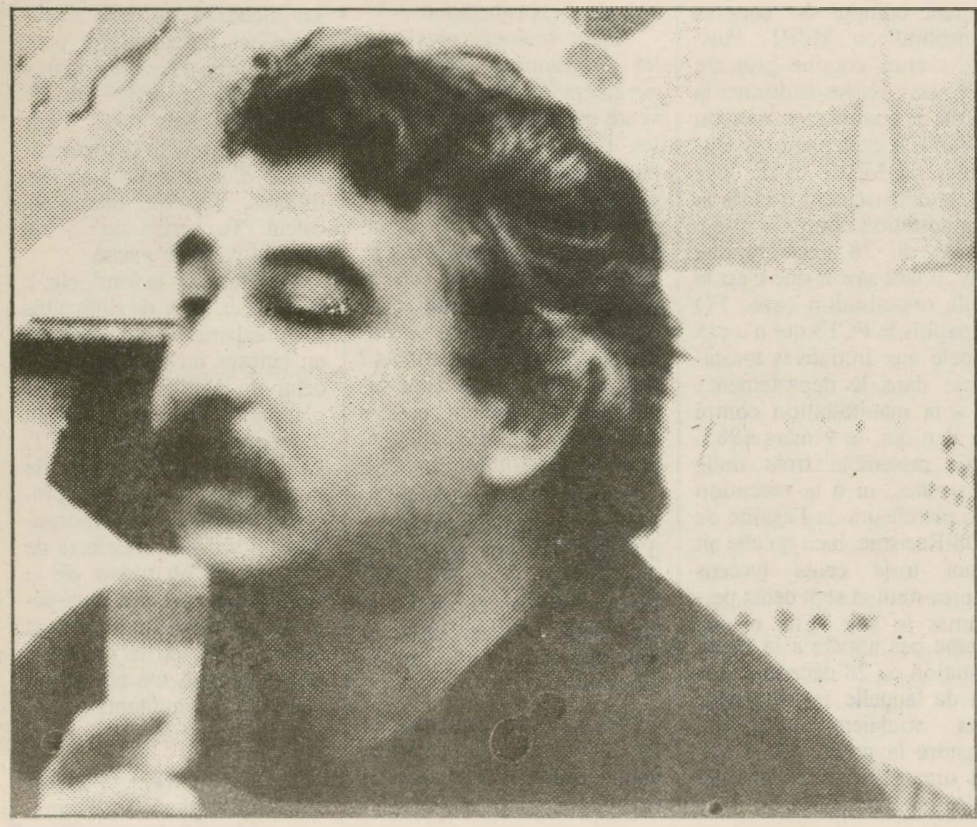
On doit aujourd'hui la compléter. Dans le Gard, une liste soutenue notamment par le PSU et la LCR. En Loire-Atlantique, l'Union démocratique bretonne (UDB) et la LCR appuient une liste aux régionales. Enfin, dans les Ardennes, un appel a été rendu public en faveur d'une liste alternative aux législatives. Cet appel a déjà recueilli cinquante signatures, dont celles d'une trentaine de chômeurs et de nombreux militants d'Usinor.

Moi, je parie sur avocat ?
 Non, j'aurais aimé être journaliste, mais je ne pourrais l'être que dans un canard militant.

Si tu héritais d'une entreprise, comment seraient tes rapports avec le personnel ?
 Je donnerais purement et simplement l'entreprise à gérer aux salariés. Il n'y a pas de pouvoir absolu à maintenir, quand on voit les gaffes qui peuvent être faites par de pseudo-dirigeants, désavoués par leurs cadres, mais auxquels il faut obéir. Quand on voit Peaudouce... C'est très bien ce qu'a dit Mauvezin : on a eu affaire à des racketteurs.

Et tes rapports avec l'argent, ne rêves-tu pas d'en avoir beaucoup, de posséder une grosse bagnole ? Es-tu économe ?
 Non, plutôt dépensier, j'ai une R 11. J'aimerais pouvoir voyager et avoir une nouvelle chaîne, mais sans frénésie. Je suis bien là où je suis, je n'ai besoin au fond ni de plus de pouvoir, ni de plus d'argent. Je me sens bien dans les relations simples et quand les gens peuvent progresser, évoluer en dehors de l'abrutissement de leur travail. Et là, je dois te reprendre : tout n'est pas comme dans les petites entreprises, les conditions des uns et des autres sont différentes, on ne peut absolument pas le nier.

Ton avis pour terminer, sur la vie politique en Fumelois ?
 Il n'y en pas : ce n'est pas comme à Agen, ici, il n'y a que des faux pouvoirs. Notamment, on est nombreux à se demander qui dirige réellement la ville. Il n'y pas de débat direct, plus guère de militants socialistes ou communistes. On se renvoie des structures à la figure, des SIDEF par-ci, et des SODEF par-là. Mais que sont devenus les hommes ?



C'est parti !

Voyez rouge!

La campagne nationale de la LCR : c'est parti ! Inaugurant sa tournée de meetings, notre camarade Alain Krivine s'est tout d'abord rendu dans les facultés parisiennes à l'invitation des Jeunesses communistes révolutionnaires. L'intérêt soulevé par ces réunions publiques, les débats auxquels elles ont donné lieu, témoignent d'une demande politique croissante face aux échéances de demain.

A l'occasion du lancement de la campagne électorale de la LCR, les JCR de Paris ont organisé une série de meetings dans les facultés avec notre camarade Alain Krivine. Cette tournée n'est pas encore

terminée, mais déjà on peut en tirer un bilan positif, tant pour le nombre de participants que pour la qualité des débats.

Quatre-vingts étudiants se sont en effet retrouvés à Saint-Denis, environ cent

cinquante à Nanterre et cent cinquante à Tolbiac. Des militants du PS et des membres de l'UEC étaient parfois présents. L'essen-

tiel des questions et des interrogations a porté sur le bilan de la gauche et le degré de réalisme qu'aurait une politique alternative anticapitaliste dans un monde dominé par la loi du marché. La perspective de regrouper une force unitaire à gauche de la gauche a été largement débattue, plusieurs étudiants demandant comment on pouvait participer à de tels collectifs.

L'aspect dominant de ces débats, c'est une très grande demande politique et la volonté pour beaucoup de stopper une dérive idéologique qui fait que dans les facultés les marxistes ont tendance à être vus comme des bêtes de musée. Le développement du Front national, sa banalisation et les dernières mobilisations antiracistes font qu'aujourd'hui de plus

Les vingt têtes de liste LCR aux législatives.

- Yvelines : Philippe Lascals, 31 ans, ouvrier à Renault-Flins.
Essonne : Dominique Bazinet, 32 ans, ouvrière à la SNECMA.
Val-de-Marne : Joël Le Jeannic, 33 ans, technicien à Air-France.
Seine-Saint-Denis : Jean Gersin, 35 ans, correcteur d'imprimerie.
Calvados : Nicolas Bénéès, 38 ans, enseignant.
Gironde : Alain Remoiville, 36 ans, ouvrier à la COFAZ, conseiller municipal de Cenon.
Bouches-du-Rhône : Remy Jean, 35 ans, ouvrier à la CFR.
Seine-Maritime : Michèle Ernis, 33 ans, institutrice, conseillère municipale de Saint-Etienne-du-Rouvray.
Nord : Patrick Mortal, 35 ans, ouvrier du textile.
Meurthe-et-Moselle : Paul Lévy, 35 ans, formateur.
Moselle : Robert Hirsch, 34 ans, enseignant.
Doubs : Jean-Michel Maitre, 30 ans, instituteur.
Indre-et-Loire : Raynaldo Ruiz, 31 ans, ouvrier d'imprimerie.
Eure-et-Loire : Eric Zerbini, 34 ans, infirmier.
Puy-de-Dôme : Alain Laffont, 35 ans, médecin.
Loiret : Xavier Ligneau, 29 ans, technicien aux PTT.
Isère : Yannick Vitton-Mea, 31 ans, ouvrier métallurgiste.
Haute-Garonne : Jean-Paul Fonvielle, 35 ans, enseignant.
Rhône : Jean-Michel Drevon, 37 ans, enseignant.
Bas-Rhin : Laurent Fritz, 26 ans, agent de l'Education nationale.

en plus d'étudiants souhaitent se mobiliser. Et ce, en dehors des jeux politiques d'une campagne électorale qui ne semble enthousiasmer personne.

Liberté,
égalité, fraternité !
Voyez rouge!
LCR

La flexibilité brise nos droits et nos acquis

Ils travaillent ici droit de vote pour les immigrés

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Quelle mouche a piqué le MPPT ?

Dans sa dernière livraison, « Informations ouvrières » consacre une page entière à une lettre de Pierre Lambert et Yannick Guillou répondant à Guy Trescarte, dirigeant du Mouvement pour un parti des travailleurs, agriculteur et ancien président du CDJA, qui avait récemment osé dialoguer avec nous (voir « Rouge » du 9 janvier). Cette lettre a été diffusée, sous forme de tract, dans l'ensemble du département de Haute-Loire. Quelle mouche a donc bien pu piquer le MPPT et le PCI qui, après avoir annoncé la candidature de Trescarte comme tête de liste au Puy, viennent de le remplacer par un retraité de Ducellier ? Nous l'avons demandé à Raymond Vacheron, militant de la LCR en Haute-Loire, violemment pris à partie par Lambert et Guillou dans leur lettre.

Peux-tu nous relater les circonstances de cette affaire ?

Début décembre, la LCR de Haute-Loire a décidé de faire la proposition d'une liste commune avec le MPPT et d'autres militants ouvriers,

ex-PS ou ex-PCF du département. Pour cela, j'ai été mandaté pour rencontrer Trescarte, candidat officiel du MPPT. Celui-ci a défendu son point de vue, m'expliquant que, pour mener une campagne commune, il fallait

construire un même parti. Mais devant notre insistance, nous avons rédigé un projet d'accord et même un projet de profession de foi contre la droite, contre l'austérité, contre la flexibilité et la politique d'un gouvernement qui attaque les travailleurs des villes et des campagnes. Nous étions bien d'accord pour que chacun garde son autonomie et puisse défendre, en toute indépendance, ses propres propositions. Il s'agissait d'un accord pour une campagne électorale sans que personne se renie.

Quelle a été l'attitude du MPPT local ?

Depuis le début, elle a refusé l'accord sous tous les prétextes. Comme elle n'avait pas officiellement de raisons politiques, elle a multiplié les « affaires » et les prétextes organisationnels. D'abord, elle nous a demandé de nous démarquer de l'article de Rouge du 6 décembre qui

rendait compte du congrès constitutif du MPPT. Puis, elle avança comme prétexte que j'avais refusé de donner la parole à quatre membres du CNDDTI, également responsables du MPPT et du PCI sur le département lors de la manifestation contre le crime raciste du 28 décembre au Puy. Il faut savoir que c'est la seule organisation (avec FO et parfois le PCF) qui n'a pas appelé aux initiatives antiracistes dans le département : ni à la manifestation contre Le Pen qui, le 9 mars 1985, avait rassemblé trois mille personnes, ni à la réception des marcheurs de l'égalité de SOS-Racisme, bien qu'elle ait réuni trois cents lycéens l'après-midi et sept cents personnes le soir. Elle n'avait même pas appelé à la manifestation du 28 décembre à la fin de laquelle ses responsables voulaient cependant prendre la parole, alors que les organisateurs avaient décidé que seuls SOS et le

MRAP s'exprimeraient.

Allant toujours plus loin, les dirigeants du MPPT ont purement et simplement inventé que je les avais bousculés. Le but de la manœuvre était simple : prétexter un incident pour empêcher les membres du MPPT de conclure un accord avec la LCR. Quelle organisation est en effet prête à faire l'unité avec des gens qui utilisent la violence contre ses militants ? Ces faits sont totalement dénués de fondement et des dizaines de témoins indépendants le confirmeront.

Mais il y a plus. Le lundi 20 janvier, au meeting du MPPT d'Espaly, ils ont agressé un militant de la LCR, Jean-Louis Meunier et nous ont empêchés d'entrer dans la salle aux cris de « Dehors les provocateurs ! »

Mais, alors, pourquoi la lettre ouverte de Lambert dans « Informations ouvrières » ?

La direction du PCI a aujourd'hui beaucoup de problèmes. Elle a tenu le congrès constitutif du MPPT le 1^{er} décembre avec trois cent soixante dix-neuf délégués, à raison d'un délégué pour dix timbres. Fais-toi même le calcul. Tu verras qu'on est loin du parti de masse.

De plus, sur le fond, elle a de plus en plus de difficultés à se réclamer du trotskysme, en lançant un projet comme celui du MPPT, où le PCI n'apparaît plus, son journal devenant l'organe du MPPT. Le MPPT n'a même pas de programme défini et comprend une série de responsables réformistes, membres de FO, du PS ou même de la Fédération des sociaux-démocrates, formation qui avait quitté le PS, en le jugeant... trop à gauche. On comprend que bien des militants se posent des questions.

Propos recueillis par Raphaël Duffleaux.



2,5 millions de francs

Dijon
Souscripteurs... 2 720
Contrat militant Michel L... 150
Fédé 94
PTT... 150
Orly... 1 200
Rouen
Gilbert SNCF... 100
Soutien SNCF... 40
P... 500
B... 250
Divers... 1 000
Genevilliers
Education nationale... 150
Hispano... 110
ST... 50
MB... 200
Collecte... 1 000

Quimper
Ville... 3 500
Agent hospitalier... 50
Christine, éducatrice... 40
Employé SNCF-SERNAM... 80
Caen
Ville... 4 450
Enseignants... 270
Patrick santé... 20
Gaétane santé... 20
Alain santé... 20
Chantal santé... 20
Marie Do... 20
Creil
Souscription... 200
Montbéliard
Gilles, métallurgie... 20
JC... 50
D... 30
G... 100
Trop perçu... 9
Peugeot Sochaux... 1 500
Ouvrier... 100
Peugeot-Sochaux... 150
P. Peugeot-Vesoul... 20
Anonyme... 10
Orléans
Hôpital... 1 800
A... 500
Reste d'un pot... 31
Colette... 40
Pascale... 30

P de l'ANPE... 700
D de l'ANPE... 550
G. de l'ANPE... 700
J. de l'ANPE... 100
JR des PTT
d'Issy-Les-Moulineaux... 1 400
CC des PTT
d'Issy-Les-Moulineaux... 200
Section de Levallois... 3 500
L. de Thomson d'Issy... 300
Pierre de Thomson d'Issy... 200
Alain de Thomson d'Issy 500
Joël de Thomson d'Issy... 200
Maxime de Thomson d'Issy... 250
Thomson Vélizy... 250
Lyon
Dominique... 200
Florence de Châlons... 1 000
Saint-Etienne
Martine... 20
Adrienne... 15
C.M... 50
Jean-Pierre... 85
Michel... 50
Sécu, Mairie, Education nationale, St-Chamond... 3 500
Orléans
Alisou CHRO... 20
A.L. CHRO... 20
Jo G CCP... 50
Philippe CCP... 100
Marie Oh ! CCP... 100
Triant Tri PTT... 200
Bruno tri PTT... 250
Eliane tri PTT... 60
Jacques tri PTT... 100
Fabienne CCP... 20
Didier CP... 20
La belle doctoché CCP... 20
Bebel « Y n'auront pas » CCP... 20
Sylvie CCP... 100
D.P. tri PTT... 50
Alain D. tri PTT... 240
Alain CEPEM... 40
Michel Rivière Casalis... 50
La planète rouge... 1 000
De la part du vieux Giorgio... 1 000
Section d'Orléans... 5 000
Vosges
FH donne à la LCR... 50
Retraité... 200
Laborantine... 200
Section Vosges
« Pour l'alternative à fond... » 1 000
Toulouse
Sandinistar... 2 105
Tours
Béa... 100
Eliane, hosto... 20
Patrick... 500
Dominique, instit... 100
Annie, instit... 110
François... 120
Anabelle... 50
Christophe... 200
Mame... 400
Christian... 400
Patrick, SNCF... 500
Michel SNCF... 500
Christiane... 500
Dominique... 100
Jean-Paul L Neyrpic... 200
Eric... 100

PTT... 100
Fédé 93
Sécu... 170
Rosny... 30
HP... 370
Jean-Pierre... 20
Paul-Henri... 20
Michel... 20
Marie-Thérèse et René... 100
Pierre B... 100
Pierre... 50
Pascal D, instit... 500
Lafargue... 450
Communaux 93... 350
Hôpital psy... 150
Anne, hôpital psychiatrique de VE, éducatrice... 100
Cathy, hôpital psychiatrique de VE, stagiaire... 20
Dominique... 250
Un travailleur d'Alstom, pour un coup de théâtre... 26
Alain... 14
Hôpital psychiatrique... 1 350
Sécu... 500
PTT... 200
Jeumont... 2 000
Communaux... 500
Reims
Section... 830
Fougères
Section... 305
Dreux
Ouvrière Renault... 10
Ouvrier Wiclia-Krupp... 10
JCG, éducateur... 150
Retraité, lecteur Rouge et Huma 100
JC, ouvrier au chômage et artiste 50
Gisèle ASI Hôpital... 100
Annick, laborantine hôpital... 100
Roland... 165
Carmencia... 70
PZ, éducateur... 50
Interne hôpital... 30
Infirmière... 25
Philippe, instituteur... 50
Reste de réunion... 50
Arsène... 100
Flouvens... 500
La section pour arrondir... 40
Longwy Thionville
J-F... 30
Enseignant Hayange (Moselle)... 30
Souscription de Longwy... 700
Enseignant à St Avold (Moselle)... 250
Divers... 500
Nancy
Section... 3 000
Annick... 150
Thierry... 100
François et Jacqueline Malzéville... 300
Sophie et Patrick Tonnoy... 150
Arnauld... 50
Christiane, vive la IV... 200
Autres camarades... 140
Grenoble
Un garde forestier alternatif... 100
Félix... 50
Anne... 20
007 pour l'alternative... 150
Jean-Paul L Neyrpic... 200
Jean-Paul R Neyrpic... 100

Nantes
Souscription hospitalière... 250
Christine... 100
Blainville/Orne
SNCF CFDT... 200
Michel... 50
Catherine... 50
Metz
Souscription... 2 000
Fédé 13
Banques... 1 840
Quartiers nord... 1 000
Communaux... 1 000
CEA... 600
PTT... 400
CAF... 400
Bâtiment... 300
Divers... 27
La Rochelle
Ville... 100
Rennes
Michèle, employée PTT... 20
Laurence, chômeuse... 20
Christian, chômeur... 50
Pascale... 20
Communaux... 20
Bernard, éducateur en chômage... 60
Yann, éducateur... 100
Nicole, instit... 50
JFG, préfecture... 100
Gaelle... 50
MCA... 50
MC... 50
SC... 30
Fifi pour l'alternative... 75
Gilles, travailleurs hospitalier... 80
DDA... 50
DDA, Denis... 40
DDA, Patricia... 200
DDA, Olivier... 50
DDA, FM... 50
DDA, Serge... 50
DDA, Lolotte... 100
DDA, Jean-Luc de la part TANGU... 50
DDA, Stéphane... 60
DDA, Françoise... 20
DDA, Michèle... 20
DDA, Michel... 50
DDA, Lolo... 50
Charles Miguel... 50
Florent, agent hospitalier... 200
D.G. « Pour une alternative sans lamberts »... 200
Eric... 80
Xavier... 60
Grenoble
Ville... 8 000
Nanterre
Mireille... 110
Gustave... 100
Dominsky... 300
Attachées ministère des finances... 50
KGB... 50
Jean-Paul, un ex... 100
Essonne
Massy... 1 355
Santé... 2 595
SFIM... 1 600
AGLCR... 63
SNECMA... 50
Santé... 100
Marc... 100

Jo... 100
EN... 1 500
Fédération 75
RATP... 5 350
SG-CIC... 1 100
St-Anne... 1 350
PTT-Montparnasse... 110
CCP... 200
PTT 16... 500
Compagnie bancaire... 800
SNCF... 500
Halles aux vins... 100
EDF... 20
Tolbiac... 1 310
HLM... 3 540
« Piotr G »... 500
Enseignants... 1 420
Serge... 100
Education surveillée... 300
Michel, impôts... 400
CII HB... 1 500
SNCF... 400
Sete600
Comité rouge... 320
Banquet rouge... 3620
Don du restaurant... 1 000
Val-de-Marne
PTT... 1 000
CLP... 700
LEP... 2 450
Instits... 330
EDF... 2 700
Rhône-Poulenc... 1 000
Reçu directement à Montreuil
Solange, Paris... 100
Contre le sectarisme, pour que nos deux organisations (qui constituent les deux tendances d'un même parti, comme l'a souvent affirmé Arlette) mènent une campagne commune en 1986... 3 000
BH.E... 100
Pour des candidats LCR à Paris 300
Pour les législatives et l'unité des travailleurs... 100
Un jeune militant du PCF suivant avec sympathie la LCR... 20
Total de la semaine... 1 467 750,00
Ancien total... 446 008,70
Nouveau total... 592 783,70

Souscrire en faisant de la gastronomie

La cellule Presse-Imprimerie-Edition de Paris a organisé le lundi 6 janvier un repas, dans un restaurant fidèle à notre organisation et, de plus, parmi les tout bons restaurants de Paris.

Vingt-cinq camarades tant de l'imprimerie (dont une forte délégation de l'imprimerie de la presse) que de l'édition (dont là aussi une bonne représentation d'Hachette), sont venus goûter les excellents plats et les quelques mots d'explication sur la campagne 1986 de la LCR prononcés par Alain Krivine. Nous fêtons aussi la sortie de la brochure de la cellule sur la situation dans le livre aujourd'hui.

Cette initiative, grâce au dévouement et à la générosité de nos hôtes (qui n'ont pas hésité à ouvrir et travailler pour nous exceptionnellement un lundi), a permis de récolter trois mille six cent vingt francs auxquels s'ajoutent mille francs de don du restaurant.

Belfort
Postier... 50
Militant PTT... 100
Don à la LCR... 1 015
Militants... 1 500
Bull... 200
H. ouvrier... 30
Angers
Ville... 3 235
Les Yvelines
JCC AMX... 40
DM AMX... 10
JFL SNCF... 80
Gilles... 580
Marc S... 500
Jean-Michel... 450
Norbert... 800
Marc L... 100
Michel de Talbot... 100
Luc... 200
Michel de Renault-Flins... 200
Jean-Christophe de Trappes... 510
Dominique de Trappes... 250
Philippe RNUR de Flins... 500
Erci RNUR de Flins... 500
Lucien RNUR de Flins... 500
Michel RNUR de Flins... 200
Contrats militants, Juju, Ida et Roger... 460
Jean-Marc de Sartrouville... 500
Denise de Sartrouville... 500
Jean-François de Sartrouville... 500
Anne-Marie, Etang-la-Ville... 200
Le Mans
Ville... 3 000
Fédé 92
Renault... 100

PTT... 100
Fédé 93
Sécu... 170
Rosny... 30
HP... 370
Jean-Pierre... 20
Paul-Henri... 20
Michel... 20
Marie-Thérèse et René... 100
Pierre B... 100
Pierre... 50
Pascal D, instit... 500
Lafargue... 450
Communaux 93... 350
Hôpital psy... 150
Anne, hôpital psychiatrique de VE, éducatrice... 100
Cathy, hôpital psychiatrique de VE, stagiaire... 20
Dominique... 250
Un travailleur d'Alstom, pour un coup de théâtre... 26
Alain... 14
Hôpital psychiatrique... 1 350
Sécu... 500
PTT... 200
Jeumont... 2 000
Communaux... 500
Reims
Section... 830
Fougères
Section... 305
Dreux
Ouvrière Renault... 10
Ouvrier Wiclia-Krupp... 10
JCG, éducateur... 150
Retraité, lecteur Rouge et Huma 100
JC, ouvrier au chômage et artiste 50
Gisèle ASI Hôpital... 100
Annick, laborantine hôpital... 100
Roland... 165
Carmencia... 70
PZ, éducateur... 50
Interne hôpital... 30
Infirmière... 25
Philippe, instituteur... 50
Reste de réunion... 50
Arsène... 100
Flouvens... 500
La section pour arrondir... 40
Longwy Thionville
J-F... 30
Enseignant Hayange (Moselle)... 30
Souscription de Longwy... 700
Enseignant à St Avold (Moselle)... 250
Divers... 500
Nancy
Section... 3 000
Annick... 150
Thierry... 100
François et Jacqueline Malzéville... 300
Sophie et Patrick Tonnoy... 150
Arnauld... 50
Christiane, vive la IV... 200
Autres camarades... 140
Grenoble
Un garde forestier alternatif... 100
Félix... 50
Anne... 20
007 pour l'alternative... 150
Jean-Paul L Neyrpic... 200
Jean-Paul R Neyrpic... 100

Nantes
Souscription hospitalière... 250
Christine... 100
Blainville/Orne
SNCF CFDT... 200
Michel... 50
Catherine... 50
Metz
Souscription... 2 000
Fédé 13
Banques... 1 840
Quartiers nord... 1 000
Communaux... 1 000
CEA... 600
PTT... 400
CAF... 400
Bâtiment... 300
Divers... 27
La Rochelle
Ville... 100
Rennes
Michèle, employée PTT... 20
Laurence, chômeuse... 20
Christian, chômeur... 50
Pascale... 20
Communaux... 20
Bernard, éducateur en chômage... 60
Yann, éducateur... 100
Nicole, instit... 50
JFG, préfecture... 100
Gaelle... 50
MCA... 50
MC... 50
SC... 30
Fifi pour l'alternative... 75
Gilles, travailleurs hospitalier... 80
DDA... 50
DDA, Denis... 40
DDA, Patricia... 200
DDA, Olivier... 50
DDA, FM... 50
DDA, Serge... 50
DDA, Lolotte... 100
DDA, Jean-Luc de la part TANGU... 50
DDA, Stéphane... 60
DDA, Françoise... 20
DDA, Michèle... 20
DDA, Michel... 50
DDA, Lolo... 50
Charles Miguel... 50
Florent, agent hospitalier... 200
D.G. « Pour une alternative sans lamberts »... 200
Eric... 80
Xavier... 60
Grenoble
Ville... 8 000
Nanterre
Mireille... 110
Gustave... 100
Dominsky... 300
Attachées ministère des finances... 50
KGB... 50
Jean-Paul, un ex... 100
Essonne
Massy... 1 355
Santé... 2 595
SFIM... 1 600
AGLCR... 63
SNECMA... 50
Santé... 100
Marc... 100

Jo... 100
EN... 1 500
Fédération 75
RATP... 5 350
SG-CIC... 1 100
St-Anne... 1 350
PTT-Montparnasse... 110
CCP... 200
PTT 16... 500
Compagnie bancaire... 800
SNCF... 500
Halles aux vins... 100
EDF... 20
Tolbiac... 1 310
HLM... 3 540
« Piotr G »... 500
Enseignants... 1 420
Serge... 100
Education surveillée... 300
Michel, impôts... 400
CII HB... 1 500
SNCF... 400
Sete600
Comité rouge... 320
Banquet rouge... 3 620
Don du restaurant... 1 000
Val-de-Marne
PTT... 1 000
CLP... 700
LEP... 2 450
Instits... 330
EDF... 2 700
Rhône-Poulenc... 1 000
Reçu directement à Montreuil
Solange, Paris... 100
Contre le sectarisme, pour que nos deux organisations (qui constituent les deux tendances d'un même parti, comme l'a souvent affirmé Arlette) mènent une campagne commune en 1986... 3 000
BH.E... 100
Pour des candidats LCR à Paris 300
Pour les législatives et l'unité des travailleurs... 100
Un jeune militant du PCF suivant avec sympathie la LCR... 20
Total de la semaine... 1 467 750,00
Ancien total... 446 008,70
Nouveau total... 592 783,70

Contents d'eux !

L'International Herald Tribune, l'édition commune pour l'Europe du New York Times libéral et du Washington Post conservateur, vient de donner son point de vue sur les élections de mars 1986 dans un éditorial choc.

Le bilan économique de la gauche depuis 1983, année de la mise en place de la politique d'austérité par le gouvernement Mauroy, est positif : l'économie française a connu « l'une des améliorations les plus significatives en Europe ».

De ce fait, l'échéance de mars 1986 est d'une « immense importance, autant pour l'Occident que pour les pays non alignés ». Et le Herald de se déclarer « préoccupé par la perspective d'un nouveau Premier ministre conservateur tenté par un miracle à la Reagan », à savoir une politique de l'offre stimulée par des allègements fiscaux. « Ce serait une tragédie (sic) si, en France, une nouvelle équipe gouvernementale jetait par-dessus bord la prudence des socialistes ».

L'Herald qui ne représente pas la Maison Blanche, mais plutôt toute la grande bourgeoisie américaine, souhaite donc un gouvernement de cohabitation dominé par le PS, plutôt qu'un gouvernement RPR-UDF. Il souhaite donc une victoire socialiste, un vote « utile » pour la bourgeoisie internationale.

Et bien, nous ne ferons pas chorus. C'est pour ça que nous nous présentons et soutenons des listes alternatives là où c'est possible. Mais il faut beaucoup d'argent et on est loin du compte. Alors pensez-y : verse et collecte !

Les vérités du CNPF: du vent!

Les « charges excessives » que supporteraient les entreprises françaises sont un refrain patronal bien connu. Deux études économiques viennent de démontrer coup sur coup que ces prétendues vérités économiques ne valent pas grand-chose.

Le niveau trop élevé des salaires en France combiné avec une ardeur insuffisante au travail de l'ouvrier français (comparé au « bon travailleur discipliné de RFA ») auraient comme conséquence des coûts salariaux par unité produite qui défavoriseraient l'industrie française dans la concurrence internationale, prétend le CNPF.

Une première étude, publiée par une des plus importantes banques allemandes, la Dresdner Bank (*Dresdner Bank*, revue d'économie trimestrielle n° 84, octobre 1985) met pourtant la France au plus bas niveau des coûts salariaux unitaires et au douzième rang des pays industrialisés. Elle la place au-dessous, non seulement des pays à « hauts salaires » (17 % du niveau allemand, 14 % du niveau américain), mais aussi des pays à « bas salaires » (Japon, Italie, Espagne) du fait d'une productivité supérieure des travailleurs français.

Dès sa parution, cette étude a été contestée de divers côtés. Le patronat français s'est appuyé sur des problèmes de méthodes de

Taux de chômage non inflationniste estimé en (%)

Etats-Unis	6,5
Japon	2,0
Allemagne	8,0
France	8,0
Royaume-Uni	6,0
Italie	6,5

calcul pour affirmer que celle-ci ne prouvait rien et qu'il supportait bien les coûts les plus élevés qui soient.

Or, au mois de décembre dernier, une nouvelle enquête, réalisée cette fois par le CEPII (Centre d'études prospectives d'informations internationales, organisme rattaché à l'administration française), démontre à partir d'autres bases de calcul que les coûts salariaux français sont identiques à ceux de la RFA et des Etats-Unis

Coûts salariaux et productivité dans l'industrie

Base 100 - Etats-Unis	Années	Etats Unis	France	Allemagne	Royaume Uni	Japon
Coût salarial horaire	1975	100,0	83,1	86,3	47,0	45,1
	1980	100,0	105,1	110,8	68,7	54,2
	1985*	100,0	70,9	70,9	48,7	49,4
Productivité horaire	1975	100,0	55,5	63,0	37,1	53,1
	1980	100,0	64,9	69,8	36,0	73,6
	1985*	100,0	69,3	71,2	40,2	86,5
Coût salarial unitaire	1975	100,0	149,7	137,0	126,7	84,9
	1980	100,0	149,7	137,0	126,7	84,9
	1985	100,0	102,3	99,5	121,0	57,1

Le tableau doit se lire de la façon suivante : en 1985, le salaire horaire en France et en RFA est égal à 70,9 % du montant du salaire horaire aux USA. Le niveau de productivité français est égal à 69,3 % du niveau américain, etc.

et moins élevés que ceux de la Grande-Bretagne.

Le tableau ci-contre montre, par rapport aux USA et en tenant compte du taux de change, l'évolution des coûts salariaux en France, en RFA, en Grande-Bretagne et au Japon. On voit, dans le bas du tableau, que le coût salarial unitaire en 1985 se situe au même niveau aux USA, en France et en Allemagne et que, par rapport à ce dernier pays, les coûts salariaux unitaires français ont baissé depuis 1975, du fait d'une hausse de la productivité du travail de 13,8 points en France contre 8,2 en RFA.

Les coûts salariaux japonais sont certes moins élevés. Mais ils sont équivalents en France et en Allemagne. Ce qui n'empêche pas la RFA d'obtenir de bons résultats à l'exportation, tandis que l'industrie française connaît des difficultés sur ce terrain, en dehors de l'Airbus et du matériel militaire !

Le problème n'est pas mince. Il est même posé clairement par un journal économique que l'on ne saurait soupçonner d'anticapitalisme, *la Tribune de l'économie*, qui écrit dans son numéro du 5 décembre 1985 en commentant les chiffres que nous venons de citer : « En clair, les médiocres performances du commerce extérieur français doivent-elles être imputées aux salariés ou aux patrons ? » Les conclusions des deux études sont claires : en effet, les patrons français sont aussi bons que les patrons allemands (voire meilleurs) pour exploiter leurs ouvriers. Mais quand il s'agit de se confronter avec les patrons des autres pays sur les marchés étrangers, de mettre en place des services après-vente, de choisir des produits adaptés, alors là, plus personne...

La réaction de Rexeco, institut économique proche du CNPF, a été de mettre en doute la possibilité de comparaisons internationales incontestables de coûts salariaux. Autrement dit : si le thermomètre nous donne tort, il faut le casser !

Face à la crise, la seule réponse du patronat français est le renforcement de l'exploitation des salariés. Sa compétence s'arrête là. Il ne s'agit pas pour nous d'imiter la direction de la CFDT et d'espérer en des patrons « humains et compétents », capables de « bien gérer » leurs entreprises en collaboration avec les salariés. Cette vieille illusion de la collaboration de classes qu'Edmond Maire essaie de faire passer pour une idée nouvelle, saute par-dessus une réalité incontournable du capitalisme actuel : pour tous les pays, la nouvelle, saute par-dessus une réalité incontournable du capitalisme actuel : pour tous les pays, les chiffres montrent.

Henri Wilno



La délégation du CNPF avec Yvon Chotard, lors des négociations sur l'UNEDIC, en novembre 1983.

SMIG, SMIC, SMIN

Le pardessus et l'imperméable

La CNPF sort le SMIN (salaire minimum interprofessionnel minimum national) de sa boîte et la plate-forme UDF-RPR le reprend au vol. Les smicards ont-ils le droit à un imperméable et un pardessus ou bien à l'un ou à l'autre ? Cela dépendrait en quelque sorte de la marche des affaires...

« Tous les économistes savent parfaitement que le salaire minimum évoque le chômage », pouvait-on lire dans l'éditorial du *Wall Street Journal* du 9 septembre 1976. La haine du grand méchant SMIC ne date pas d'hier, en France comme ailleurs. Tous les arguments pseudo-scientifiques sont bons pour lui faire la guerre. Parmi les armes figurant en bonne place cette vieille doctrine libérale assénée par le journal financier new-yorkais : les salaires minimum imposés empêcheraient les patrons d'embaucher les salariés qui l'acceptent pour une rémunération plus faible, renforçant ainsi les rangs des sans-emploi. Il est tout à fait raisonnable — sans être économiste — d'affirmer exactement l'inverse. Des salaires trop faibles entraînent une baisse de la consommation, la production chute. Le chômage se renforce... La haine des patrons pour le SMIC a donc bien d'autres causes que leur « souci » de lutter contre le chômage.

« Il importe de maintenir une part de misère dans le minimum vital pour éviter aux ouvriers de

somber dans la paresse », philosophait un patron lors de la négociation avec les organisations syndicales fixant le tout premier SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) en 1950. Les temps changent, les arguments varient, le fond demeure. L'éditorial du *Wall Street Journal* des temps de crise rejoints la philosophie du patron français en 1950 quand le chômage n'était pas le premier des problèmes : l'ouvrier qui gagne le moins gagne toujours encore trop. Les problèmes verbaux de la première négociation sur le salaire minimum en 1950 sont édifians à ce propos. Le patronat demande qu'on ne compte dans le budget type servant à la fixation du SMIG qu'un logement de catégorie 4 (un taudis), avec point d'eau sur le palier.

En ce qui concerne l'habillement, « les représentants de la CGT, CGT-FO, CFTC et CGC demandent un pardessus et un imperméable. Le CNPF et la CGA s'y refusent, ne voulant accepter que la mesure l'idée que se font les patrons de ce salaire minimum qui

doit, selon la loi, assurer « en tout état de cause et au minimum la satisfaction des besoins individuels et sociaux de la personne humaine ».

La croissance remplace la garantie

Le SMIG se transforme en SMIC en 1970. La « croissance » remplace le minimum garanti deux ans après l'explosion de mai 1968. La nuance est d'importance. Le SMIG augmentait auparavant moins vite que les salaires horaires ouvriers moyens. La tendance s'inverse : le SMIC progresse d'un tiers plus vite que le salaire ouvrier. Jusqu'en 1976... Celui-ci le dépasse alors à nouveau. Les smicards commencent même à constater une baisse de leur pouvoir d'achat (-2,4 % entre juillet 1976 et janvier 1980 selon les indices INSEE). Le patronat s'en réjouit. L'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) et le CNPF entreprennent même, en décembre 1980, une vigoureuse campagne contre l'indexation des salaires sur les prix et l'accroissement du pouvoir d'achat. Origine de leur colère : le gouvernement Barre vient d'augmenter le SMIC de 3,5 % face à une hausse des prix de 3 %.

La dernière trouvaille du CNPF consisterait à remplacer le SMIC par le SNIM (salaire minimum interprofessionnel national). La nouveauté participe du combat des patrons de toujours : réduire

les plus bas salaires au maximum, et non les considérer comme un minimum pour vivre. Une certaine conception du monde... « le pardessus ou l'imperméable ».

L'évolution du SNIM serait « fondée sur les variations de critères économiques y compris celui du coût de la vie ». On admire au passage la grimace des vieux singes de la confédération patronale. L'augmentation du coût de la vie, qui sert de référence à la hausse du salaire minimum, se transforme en simple rappel parmi d'autres indices. Leur nature n'est guère difficile à deviner. La plate-forme commune que vient de rédiger l'UDF et le RPR nous met sur la piste. L'évolution du salaire minimum « doit tenir davantage compte des possibilités de l'économie et de la situation des branches et des entreprises ». Bref ! Le salaire minimum devant assurer « en tout état de cause et au minimum la satisfaction des besoins individuels et sociaux de la personne humaine », dépendrait en fin de compte de l'idée que se font les patrons de la marche de leurs affaires !

Et le SMIC deviendrait flexible. Comme le droit de vivre avec un minimum de décence ! C'est la flexibilité des droits de l'homme, en quelque sorte.

Michel Morel

1. *Wall Street*: siège de la bourse à New-York.
2. Cité in *Libération* du 3 juin 1981.
* Les premiers smicards dormaient sans pyjama.

CHOMAGE

Une bonne chose selon l'OCDE

« On » écrit froidement dans une revue officielle de l'OCDE que si le taux de chômage descendait en France au-dessous de 8 %, (1,9 million de sans-emploi), il y aurait « péril en la demeure » !

Les gouvernements des pays capitalistes développés, socialistes français et espagnols compris, mènent grosso-modo les mêmes politiques d'austérité. Ils nous expliquent, la main sur le cœur : « c'est pour votre bien ». Comprimer le pouvoir d'achat des salaires, augmenter la flexibilité et, particulier, permettraient de créer des emplois, de réduire le chômage...

Ça, c'est le discours de façade. Le vrai discours, plus intéressant et plus confidentiel, est réservé aux spécialistes. Ainsi l'OCDE (Organisation de coopération et

de développement économique qui regroupe les principaux pays, dont la France, et a son siège à Paris) publie une revue qui, bien évidemment, n'est pas lue par le travailleur moyen ou le responsable syndical. « On » peut donc y écrire des choses qui pourraient faire mauvais effet ailleurs. Le numéro publié à l'automne 1985 (*Revue économique de l'OCDE* n° 5) contient ainsi un article tout à fait révélateur : « salaires nominaux, taux de chômage non inflationniste et flexibilité des salaires ». Vous avez bien lu : « taux de chômage non inflationniste ». C'est-à-dire que l'on calcule les

taux de chômage au-dessous desquels il ne faut pas descendre, si l'on veut éviter (soi-disant) la reprise de l'inflation. Les chiffres parlent (cf. encart).

Certes, les auteurs prudents signalent qu'« il n'est nullement évident que l'on puisse tirer des conclusions utiles pour l'action des pouvoirs publics à partir des taux de chômage non inflationnistes ainsi estimés » et remarquent que « dans tous les pays... les taux de chômage dépassent parfois de manière considérable le taux non inflationniste estimé ».

Mais, en fait, le calcul jette une lumière crue sur le raisonnement cynique des patrons et des gouvernements en place : le chômage de masse actuel est une bénédiction, dans la mesure où il leur permet de peser sur les salaires, et de rétablir les profits dans recourir à l'inflation. Mais cela, on ne vous le dira pas publiquement.

H. W



Quand les boursiers écrasent les smicards

En bas : 15 600 000 salariés qui touchent entre zéro et deux cent mille francs par an. En haut : quinze mille qui perçoivent six cent trente mille francs minimum, dans le même temps. Et même beaucoup plus... Un P-DG, pour être précis, perçoit environ cent mille francs par mois, avantages en nature et autres ressources exclues. Un smicard, quatre mille quatre cents francs bruts mensuels, environ cinquante trois mille francs par an. Un peu plus de la moitié de ce que gagne un P-DG eu douze fois moins de temps.

Pourquoi citer ces chiffres ? Parce que ce sont les quelques milliers du haut, les millionnaires annuels en francs actuels — les patrons pour les appeler par leur nom — qui décident en fin de compte des salaires des 15 600 000 salariés du bas. Parce qu'ils ont perpétuellement en tête de faire baisser les salaires les plus bas qui soient. Ceux des smicards, qui gagnent eu un an le prix d'une R 5. Tandis que le P-DG en palpe le prix de deux par mois !

Les millionnaires annuels revendiquent aujourd'hui, par la voix du CNPF, la casse du SMIC. Pour passer au SMIN. Pour instaurer un minimum flexible, selon la marche de leurs affaires.

« Les smicards et les boursiers, déclarait récemment Fabius, sont les deux gagnants de la législation. » Problème : les millionnaires actuels figurent parmi les meilleurs représentants des boursiers et s'en prennent aux smicards ! Fabius feint d'ignorer une vérité vieille comme le capitalisme : on ne peut épargner les patrons et les salariés.

Le problème d'ailleurs ne touche pas que les smicards. Les articles rassemblés dans cette page en témoignent. Du salaire des actifs au drame des chômeurs...

Radicalement opposés aux patrons, nous sommes aussi tout à fait imperméables aux rêves fabusiens : des smicards et boursiers unis en couples heureux...

C'est pourquoi nous revendiquons en même temps la semaine des trente-cinq heures, l'embauche des chômeurs et un SMIC qui en soit un : cinq mille francs minimum ! Un vrai minimum. Du retraité au sans-emploi, et au jeune qui vient d'être transformé en TUC, Fabius !

M. M.

Chiffres cités : enquête du *Nouvel Observateur* du 25 octobre 1985, argus des salaires 1985.

Alertez les bébés !

Le projet de décret de Georgina Dufoix frappe fort : réduction du personnel, déqualification, baisse des normes d'hygiène et de la surveillance sanitaire... Et tout ça pour la petite enfance.

Au nom de la promotion des petites structures « par l'allègement de qualification du personnel responsable », le projet prévoit une dévaluation du service public et veut favoriser l'initiative privée (crèches « parentales », modes de garde occasionnels). On est loin des trois cent mille places en crèche promises par le candidat Mitterrand. Ce projet rappelle plutôt les tentatives de Mme Veil en 1975 pour rentabiliser la petite enfance. Il encourage Chirac dans ses tentatives d'interdire l'accès des crèches parisiennes aux enfants de chômeurs.

Ces associations exigent la défense et l'amélioration des crèches collectives qui doivent servir de référence pour tous les autres modes de garde. Elles dénoncent l'incohérence gouvernementale qui voudrait supprimer la règle des 50 % minimum de personnel qualifié en puériculture, alors que le taux de chômage à la sortie des quatre-vingts écoles d'auxiliaires de puériculture s'élève à 13 % (soit trois mille auxiliaires au chômage).

Elles préparent pour le samedi 22 février 1986 une conférence de défense de la petite enfance à laquelle sont conviés tous les professionnels, les parents, les personnalités du monde scientifique et médical, ainsi que les organisations qui entendent défendre la petite enfance.

A l'issue des discussions

RENAULT

Glissements progressifs vers la flexibilité

Par une réforme imposée de l'indemnisation du chômage partiel, au moyen d'un double chantage, Besse et sa direction sont en train de rendre flexibles les horaires de travail dans l'ensemble de la Régie Renault.

□ De notre correspondant

Le 1^{er} février, la direction de la Régie Renault mettra en place un nouveau système d'indemnisation du chômage partiel. L'ancien système comprenait une allocation publique financée par l'UNEDIC, une allocation contractuelle financée par les entreprises adhérentes au CNPF et une indemnité spécifique à la Régie, le fonds de régulation des ressources (FRR). Ce fonds, créé en 1958 et déclaré comme une association, selon la loi de 1901, était destiné à compenser la partie des salaires per-

due en raison de la réduction du nombre d'heures supplémentaires. En fait, il devait servir ces dernières années d'amortissement des pertes de salaires dues à la multiplication des jours de chômage partiel. Alimenté par la direction de la Régie, le FRR était géré paritairement par la direction et les syndicats. Il permettait aux salariés de recevoir une indemnité représentant 88 % du salaire perdu par les jours chômés.

Aujourd'hui, le FRR dépendrait faute de ressources versées par la direction, en raison du nombre même de jours chô-

més : de trente à quarante pour la seule année 1985, à Cléon. Avec ce système de fonds de régulation à 88 %, un ouvrier de la Régie, au coefficient moyen de 180, ayant dix-sept ans d'ancienneté, perdait, en 1985, mille huit cents francs, l'augmentation n'ayant été que de 1,5 %, et les primes massacrées.

Un double chantage

La direction de la Régie veut se débarrasser d'un tel système. Elle prétend le remplacer par un autre, basé, dit-elle, sur la « solidarité ». Adieu le FRR, arrive le « fonds d'assurance chômage ». La solidarité, cela se chiffre à 0,15 % de retenue sur le salaire de chacun et 0,15 % fourni par la direction. Pour mesurer l'ampleur de l'attaque, il convient d'ajouter que l'augmentation prévue pour toute l'année 1986 serait de 0,5 %. Ce fonds serait géré paritairement. La parité est vite oubliée pour sa mise en place, car la méthode du chantage prend vite le pas. Si les syndicats signent, alors le nouveau système indemniserait le chômage partiel pour 77 % du

salaire, au lieu de 88 %. Si les syndicats ne signent pas, alors le minimum s'appliquera, soit environ 60 % du salaire.

Ce premier chantage cache mal une intention avouée, présentée insidieusement : préparer le terrain à une flexibilité générale du temps de travail. Que le nouveau système soit approuvé par les syndicats ou qu'il s'agisse du minimum conventionnel, la direction avance une solution qui limiterait la baisse sur les salaires du chômage partiel.

Au lieu de chômer chaque fois que la baisse de fabrication ou la réduction des stocks l'imposent, elle propose de faire récupérer les jours chômés lors d'une phase de production plus favorable, au printemps, par exemple, saison traditionnellement très ouvrée. Ainsi à Cléon, pour rattraper quatre jours chômés entre Noël et le Jour de l'an, la direction propose de les récupérer en venant travailler quatre samedis entre février et mars.

Un simple jeu d'écriture

Dans son offensive de



biais, la direction profite de la destruction du FRR pour baisser le temps de travail, sans que le temps de présence ne soit diminué d'une seule minute. Deux des allocations du chômage partiel, UNE-DIC et contractuelle, n'étaient versées que pour les heures perdues en dessous des trente-neuf heures hebdomadaires légales. La moyenne de travail hebdomadaire étant de 40 heures 40, seul le système FRR de Renault finançait les heures au-dessus de 39 heures.

Or la direction, par un simple jeu d'écriture, se propose de réduire ces 40 heures 40 à 38 heures 10. Le moyen consiste à enlever la demi-heure de casse-croûte du temps de travail, soit 2 heures 30 par semaine. Pour les salariés astreints à l'horaire affiché, la moyenne était

de 39 heures 50, elle passerait à 39 heures 25. Le salaire ne serait pas affecté si le travail demandé hier en 39 heures 50 est fourni aujourd'hui en 39 heures 25.

L'intérêt de cette baisse fictive du temps de travail réside tout simplement à faire entrer le temps de travail légal de la Régie dans le cadre prévu par la loi, en cours d'adoption au Parlement. En effet, comme la Régie prévoit nombre de jours chômés en 1986, la moyenne serait inférieure à 37 heures 20 pour un temps de présence réelle supérieur.

Tel est le chemin tortueux suivi par Besse, le P-DG de Fabius, pour mettre en place par glissements successifs la flexibilité, et au terme d'un double chantage.

Raouf Lefebvre

GRAND-QUEVILLY

L'unité contre l'arnaque patronale

Depuis le 3 janvier, les travailleurs des chantiers navals ARNO sont en grève sur les sites du Havre, de Dieppe et de Grand-Quevilly. Ils se battent contre la flexibilité que veut imposer la direction.

□ De notre correspondant

A Grand-Quevilly, les chantiers navals étendent leur muraille de briques sombres le long du boulevard industriel. A l'entrée, un double portail. A gauche, les Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest (ARNO), les ouvriers occupent les locaux. Drapeaux rouges et banderoles CGT et CFDT. Autour d'un brasero, les grévistes se réchauffent. Ils sont presque tous là, ce vendredi. C'est le jour où Mitterrand vient à Grand-Quevilly soutenir son Premier ministre dans son fief.

A droite, au-delà du « mur de Berlin » — dénommé ainsi dans la boîte — qui sépare les deux établissements, c'est l'entrée des chantiers de Normandie. Autrefois, les deux boîtes n'en formaient qu'une. Les patrons les ont séparées, sans doute, pour mieux diviser les travailleurs. Mais, dans les conseils d'administration, ce sont les mêmes qui se retrouvent.

Les salariés des chantiers ARNO sont en grève depuis le 3 janvier, sur les sites du Havre, de Dieppe et de Grand-Quevilly. La direction avait décidé de réduire à 50 % du salaire les indemnités de

chômage technique. Et le chômage, ceux d'ARNO le connaissent bien. Il se chiffre jusqu'à neuf ou dix mois par an pour certains. Les patrons leur proposent une solution pour compenser la perte de salaire : des heures supplémentaires obligatoires quand il y a du travail, le samedi, le dimanche, la nuit sans horaire limite. Et le compte des heures en plus servirait à compenser le chômage partiel.

« La direction organise la gestion sociale du chômage et nous devenons des chirurgiens de la navale payés 2 400 F par mois », expliquait un dirigeant CGT du Havre, lors de l'occupation de la chambre patronale, le 15 janvier dernier.

La solidarité commence à s'organiser. La CGT appelle au soutien financier. Un tract unitaire de la CGT et de la CFDT a été publié par ceux du Grand-Quevilly pour populariser la lutte. Ce fait est assez exceptionnel pour qu'il soit signalé. Cela doit être l'occasion pour les militants de la CGT de la région de montrer qu'une section CFDT en lutte contre la flexibilité ne sera pas isolée.

Etienne Lesaxe

Editorial des feuilles d'entreprises

Contre la flexibilité le 30 janvier, agissons !

La droite, majoritaire au Sénat, fait bien des manières. Fourcade et Poher jouent les importants, se hâtant lentement, pour finalement admettre qu'ils sont pour cette loi Fabius-Delebarre sur la flexibilité.

La flexibilité, c'est la fille du chômage.

Le chômage représente l'échec d'un système, même pas capable de satisfaire un droit élémentaire, le droit à l'emploi pour tous. Ce système est atteint d'une maladie incurable, lui qui, pour l'année 1985, a occasionné plus de quatre cent mille « licenciements économiques ».

La flexibilité n'est qu'une conséquence du chômage. Les patrons brandissent la menace des licenciements pour imposer aux salariés la destruction des acquis, l'adaptation des horaires aux impératifs de leurs profits.

Tous les accords sur la flexibilité, qui passent pendant que les parlementaires bavardent, se font sur la base du chantage : ou vous acceptez de liquider vos acquis, de remettre l'augmentation des salaires, de venir travailler à n'importe quel moment, ou ce sont les licenciements. Voilà le langage patronal.

La gauche finit son mandat législatif par cette loi, pour laquelle Mitterrand convoque le Parlement en session extraordinaire.

La gauche achève le « sale boulot » dont parlait

Fabius à la télé. Elue pour vaincre le chômage et créer des emplois, elle conclut en faisant de l'emploi la question secondaire. Elle veut faire des travailleurs des saisonniers, des temps partiels, des contrats à durée déterminée, bref des moitiés de travailleurs.

Dans sa longue marche sur la voie de la capitulation intégrale, la gauche s'obstine à faire une politique que la droite ne rejette pas.

Le 30 janvier, agissons !

Le 30 janvier, la direction de la CGT, seule, appelle à la mobilisation. A Paris, cela se traduira par une manifestation. Dans les grandes villes aussi.

Pour que le mouvement de résistance prenne de l'ampleur, il faut l'unité. Il faut que s'expriment ensemble les travailleurs, les adhérents, les syndicalistes FO, CFDT, CGT. Le chemin pris par la CGT ressemble plus à une autoproclamation qu'à une volonté de bâtir un large mouvement de masse.

Néanmoins, la journée du 30 janvier représente l'occasion que doivent saisir toutes celles et tous ceux qui refusent la flexibilité pour montrer fermement leur opposition à cette loi scélérate.

Agir ensemble, malgré la division, c'est difficile mais possible.

C'est pourquoi la LCR appelle à cette journée d'action. Celle-ci doit souligner la résistance des travailleurs, leur refus de se retrouver enfermés boîte par boîte, à la merci du chantage patronal et gouvernemental.

INTERVIEW DE Z. M. KOWALEWSKI

Leçons polonaises

Depuis la parution de son livre, « Rendez-nous nos usines ! » (voir « Rouge » n° 1183), Zbigniew Kowalewski a été invité pour animer une dizaine de débats. Ceux-ci coïncidaient avec le cinquième anniversaire du coup d'Etat et, pour certains, avec la visite en France de Jaruzelski. Kowalewski en tire ici quelques enseignements.

□ En quatre semaines, tu a participé à une série de débats, tu as été invité à deux congrès syndicaux¹. Quelles sont les questions les plus fréquentes ?

D'abord, on me demande des renseignements sur la réalité de Solidarnosc en 1980-1981 : sur le fonctionnement du syndicat, sur le caractère interprofessionnel des luttes, sur les éléments montrant la possibilité de l'autogestion ouvrière... Tu sens que les syndicalistes mesurent l'intérêt de cette expérience par contraste avec la situation sociale et politique française actuelle. Tu sens aussi la volonté de mieux connaître une réalité de Solidarnosc que les médias ont largement étouffée ou déformée.

Mais le plus intéressant est de voir comment de nombreux militants, aujourd'hui, s'interrogent concrètement sur la possibilité d'une victoire à l'avenir. Cela s'exprime, tout d'abord, par du scepticisme, sous une forme non polémique d'ailleurs :

« Etes-vous condamné à l'échec ? », me demande-t-on.

Aussitôt, on est au beau milieu des questions stratégiques : qu'est-ce qui aurait pu être fait ? Un affrontement devait-il être évité ? Et, s'il s'avérait inévitable ou nécessaire, n'était-il pas voué à l'échec ? La question des Russes, de la réalité de cette menace et des possibilités de l'affronter revient constamment.

Je reprends les débats de l'époque entre les défenseurs de la tactique de la « lutte autolimitée » et celle développée par exemple par la région de Lodz, à laquelle j'appartenais. Mon livre détaille cela. Il s'agit pour moi de donner patiemment les arguments contre le fatalisme.

□ Cela t'amène aussi à une analyse de la situation d'ensemble des pays de l'Est...

Bien sûr. Il faut comprendre qu'il y a une exploitation, de caractère non capitaliste, mais une exploitation quand même. Comprendre, de



Jaruzelski, un général qui veut effacer l'expérience de Solidarnosc

même, que le régime soviétique de l'URSS a ses contradictions sociales et économiques, avec les faiblesses inhérentes. Il apparaît alors qu'une intervention directe des troupes russes ne débouchait pas nécessairement sur une victoire pour la bureaucratie, face à dix millions de travailleurs polonais réellement prêts à une grève générale avec défense active des deux mille principales entreprises... Peut-être la bureau-

cratie aurait-elle dû, dans une telle situation, se résigner à de véritables concessions !

□ Bon nombre de tes interlocuteurs sont donc tournés vers l'avenir !

Oui. L'effet de la défaite se voit au nombre de ceux qui disent : « On ne peut rien faire ». Mais la réalité du combat de Solidarnosc prouve qu'un combat de classe à un haut niveau est

possible. Les cotisations perçues par les comités d'usines, clandestins, sont versées par 10 % ou même 30 % du personnel. Un millier de journaux sont imprimés et distribués, dont celui de Varsovie à quatre-vingt mille exemplaires ; la direction clandestine (TKK) fonctionne...

□ On doit te questionner sur la visite en France de Jaruzelski ?

Il n'y a pas encore de prise de position de la TKK sur cette initiative. Une chose cependant est claire : elle sert à la dictature qui veut donner l'impression d'une « normalisation » en train de réussir.

□ Ces réunions permettent sans doute aussi de faire le point sur la solidarité ?

En effet. En voyageant, j'ai découvert qu'il subsistait plus de comités de solidarité que ce que je croyais. En ce moment, le réseau des parainages CFDT avec des régions de Solidarnosc se développe. Cet effort est parfois suivi par les initiatives de la CFTC ou de FO, qui a créé des liens, par exemple, avec la région de Gdansk. L'essentiel est réalisé par la CFDT, quel que soit le jugement qu'on puisse porter sur la façon dont la direction confédérale a rendu compte des questions d'orientation et de l'expérience de Solidarnosc.

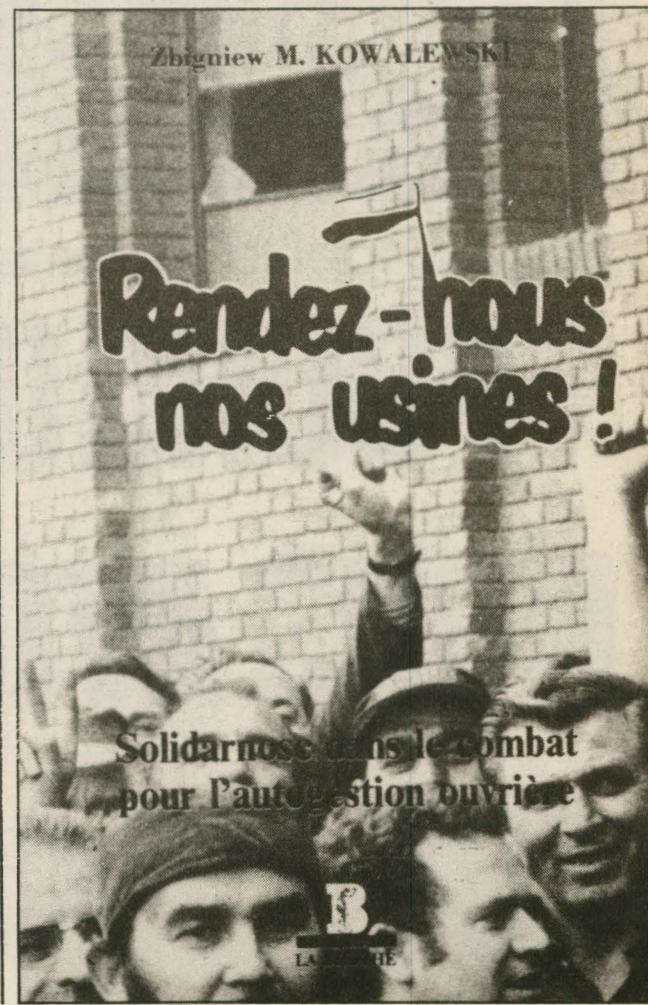
Développer la solidarité est à l'ordre du jour, parce que Solidarnosc vit, parce que des signes d'une reprise progressive de la combativité sont apparus. Créer des liens concrets n'interdit pas de connaître le programme réel de Solidarnosc, de réfléchir à l'avenir. Au contraire : c'est indissociable.

Les militants présents aux réunions de débat, syndicalistes, PS, catholiques, ex-PC, comprennent cela assez nettement. Cette sensibilité est assez vive pour que, dans certains cas comme Toulouse, Lille et Caen, cela se traduise par une invitation directe de structures syndicales CFDT à des rencontres à l'occasion de mes voyages pour des débats sur le livre.

Propos recueillis par Pierre Rème

1. Au congrès de la fédération Finances CFDT et à celui de l'Union locale de Lille.

Z. Kowalewski, lors d'un meeting de soutien à la Bourse du travail



NOUVELLE CALEDONIE

L'ombre de l'OAS

Une véritable stratégie de tension faite d'agressions antikanakes et d'attentats à l'explosif est menée depuis quelques mois en Nouvelle-Calédonie. Ces exactions illustrent parfaitement l'orientation raciste et favorable aux privilèges coloniaux mise en avant par les forces politiques de la droite locale (RPCR, Front national).

Encouragés par les reculades du gouvernement, assurés du soutien de la droite métropolitaine, des groupes factieux s'organisent, s'entraînent, s'arment et agissent en toute impunité en Nouvelle-Calédonie. Ils bénéficient de la couverture politique de diverses structures de mobilisation de la population européenne (partis de droite, Comité de crise, Comité d'actions patriotiques) ainsi que de la complicité d'institutions qui restent inféodées au pouvoir de la bourgeoisie coloniale (justice, police).

Stratégie de tension

Cette stratégie de tension a été initiée dès janvier 1985, lors des émeutes de Nouméa qui encouragèrent les Européens à faire de cette ville un bastion anti-indépendantiste. Cette tactique se poursuit en mai 1985 lorsque le service d'ordre du RPCR organisa des ratonnades contre une manifestation pacifique des Kanaks.

Au-delà des proclamations démagogiques sur un avenir multiracial, ces actions illustrent l'orientation profondément raciste qui prévaut parmi les forces coloniales. La bipolarisation sur le territoire les conduit toujours plus à

envisager un repli autour de la forteresse de Nouméa comme seule réponse à la revendication démocratique et légitime du peuple kanak.

La multiplication des attentats à l'explosif durant la période des élections régionales de septembre dernier fut le second moment de cette stratégie. On peut en dénombrer plus d'une douzaine contre des bâtiments publics (l'Office foncier et le palais de justice), des locaux indépendantistes (comme l'ancien siège de *Bwenando*), ou des biens de militants indépendantistes.

Dans la même période, les locaux du FLNKS, de la radio *Djiido*, du journal *Bwenando* et des logements d'indépendantistes furent l'objet d'agressions multiples (jets de bouteilles incendiaires, attaques de commandos...). Pourtant, jusqu'au mois de décembre, ces exactions eurent lieu en toute impunité et sans même susciter de protestations du représentant du gouvernement français.

Depuis quelques semaines, on assiste à une nouvelle escalade. D'abord avec la destruction à l'explosif, en plein jour et au centre de Nouméa, de la voiture de Norbert Caffa, dirigeant du Parti socialiste de Kanaky (PSK) et membre du bureau politique du FLNKS ; puis la destruction à l'explosif en plein jour,

le 17 janvier dernier, de la maison de ce même militant.

Ces opérations de commando procèdent d'un plan conscient visant à maintenir, par la terreur, la pression maximum contre le mouvement national kanak. Elles se doublent d'une pratique d'intimidation des militants indépendantistes non kanaks. Pour préparer un éventuel référendum d'autodétermination après mars 1986, la droite locale s'emploie à accentuer les clivages communautaires et à renforcer la cohésion de ceux qu'elle appelle les véritables « nationaux ». Cette politique raciste se sert souvent d'immigrés wallisiens rétribués comme main-d'œuvre pour ses coups de force.

Amis de Chirac et de Le Pen

De ce fait, les responsables politiques de cette stratégie de tension doivent être cherchés dans les rangs des principales formations de la droite locale, toutes composantes confondues. Nous n'en voulons pour preuve que l'arrestation récente de Bernard Deck, ancien parachutiste et chef d'un groupe factieux, accusé de l'attentat contre le palais de justice de Nouméa. C'est à son nom qu'avaient été loués les locaux de l'état-major du service d'ordre du RPCR. Ce dernier fut chapeauté jusqu'à une date récente par un ancien colonel du service action du SDECE, Jean-François Charrier. Et l'un de ses principaux responsables, Henri Morini, ancien militaire, est un spécialiste des coups de force anti-indépendantistes. Il participa en juillet 1982 à l'attaque de l'Assemblée territoriale — alors que les indépendantistes dirigeaient le Conseil de gouvernement — et a été inculpé pour sa participation aux ratonnades du 8 mai 1985.

Ces réseaux se sont forgés à l'ombre du gouvernement territorial de Dick Ukeiwé, avec ses finances, et ils bénéficient de nombreuses complicités. Ainsi, le plan Millard, prétendument destiné à lutter contre le chômage, a constitué la couverture de l'embauche de Wallisiens et de la structuration du service d'ordre du RPCR. Plusieurs associations de défense de la « Calédonie française » ont, de la même façon, été financées par des fonds publics.

Tout ce beau monde se retrouve aujourd'hui uni dans un Comité d'actions patriotiques de Nouvelle-Calédonie qui appelle « les loyalistes qui ne se sont pas encore manifestés à se montrer aussi déterminés que ceux qui en sont déjà membres ». Sous cette bannière se côtoient Justin Guillemard, élu du RPCR,

Alain Coquenot, fondateur du Front national, un responsable d'une amicale de Pieds-noirs, Henri Morini et Paul Mariotti, membre du Front national, dirigeant du commando de colons qui encercla Eloi Machoro avec le GIGN l'an passé.

Généralement, ces individus ne se cachent guère, en privé, de leur participation à des exactions diverses. Certains le font même publiquement, puisqu'à la suite des ratonnades du 8 mai 1985 le FN publiait un communiqué qui affirme : « Cette profanation [la manifestation kanake, NDLR] a été lourdement sanctionnée par les combats de la légitime défense auxquels les militants du Front national ont largement contribué. »

Les responsabilités gouvernementales

Du fait du renoncement à ses promesses envers le peuple kanak, puis des concessions systématiques qu'il fit à la droite coloniale, le gouvernement est pleinement responsable du développement d'une situation à l'algérienne. La recherche illusoire d'une troisième voie a davantage contribué à diviser le FLNKS qu'à découper au sein de l'électorat européen un courant significatif prêt à soutenir le projet néo-colonial de Paris. Le courant colonial dominant semble au contraire être celui qui s'alimente du recul de la mobilisation indépendantiste.

Loin d'éviter l'affrontement avec les forces de la droite coloniale, tout recul de la mobilisation politique des indépendantistes tend au contraire à en précipiter l'échéance. Il faut donc s'attendre dans la période à venir à de nouvelles actions terroristes des groupes factieux. Pour les prévenir, les anticolonialistes et les antiracistes doivent donc en métropole relancer l'activité de solidarité pour le droit du peuple kanak à l'autodétermination.

Compte tenu des relations qu'entretiennent les partisans du maintien des privilèges coloniaux en Nouvelle-Calédonie et les partis de droite en métropole, la prochaine campagne électorale doit être un moment privilégié de la dénonciation du complot de la droite coloniale. Il faut crier haut et fort que c'est parmi les amis de Le Pen et de Chirac en Nouvelle-Calédonie que l'on rencontre ceux qui s'organisent sous forme d'OAS. Sensibiliser à cette évidence le large courant antiraciste qui s'est développé en métropole est donc une tâche de l'heure pour les amis du peuple kanak.

Vincent Kermel

Combat calédonien, journal de l'extrême droite caldoche, dont l'éditorialiste n'est autre que l'écrivain ADG, membre du Front national. Dans le numéro, ce torchon interviewait l'un des auteurs de l'embuscade de Hienghène en décembre 1984, au cours de laquelle dix militants indépendantistes avaient trouvé la mort, en particulier, deux frères de Jean-Marie Tjibaou. Titre de cette exclusivité : « Pourquoi nous avons tué ». Sans commentaires.

L'AMNISTIE : PISANI EFFACE

Combat calédonien UN AN DE CHIENLIT

Raoul Lapetite raconte :

“POURQUOI NOUS AVONS TUÉ”

EXCLUSIF



Une manifestation d'anti-indépendantistes à Nouméa en mai 1983.

COLOMBIE

La « démocratie » des militaires

Un général tortionnaire à la tête du processus de paix, des attaques paramilitaires constantes contre les civils et la liberté d'expression menacée, voilà les principaux aspects de la « démocratie » colombienne.

Les militaires qui, au cours des dernières années, ont été le meilleur soutien des gouvernements colombiens, sont devenus les principaux acteurs du pouvoir. En témoignent les événements des 6 et 7 novembre derniers, où cent quinze personnes ont péri. L'armée avait alors répondu par la violence à la prise du palais de justice de Bogota par un commando du groupe de guérilla M 19. Les effets politiques ont été dramatiques.

Un président d'opérette

L'armée a relégué le gouvernement civil et du même coup le président de la République, Pelisario Betancour, à une place secondaire et décorative. Président d'opérette, Betancour passe son temps à recevoir des diplomates étrangers, ou à d'autres activités protocolaires.

Pendant ce temps, le ministère de la Défense, véritable Etat dans l'Etat, conduit sous ses yeux le prétendu « processus de paix ». C'est Miguel Vega Uribe, général d'extrême droite, dont les antécédents de tortionnaire de prisonniers politiques ont fait l'objet d'une enquête, qui dirige aujourd'hui ce processus... Depuis son bureau, situé dans un bunker près de l'aéroport d'El Dorado, il ordonne la plupart des actions terroristes contre des personnalités démocratiques, des journalistes indépendants et des politiciens libéraux ou conservateurs qui protestent contre la vague répressive.

En lien avec cette officine, qui travaille en communication permanente avec l'attaché militaire de l'ambassade des Etats-Unis, l'armée intensifie son offensive contre tous les groupements rebelles, qu'ils aient ou non signé la trêve l'an dernier avec le gouvernement.

Les campagnes du pays et certaines villes sont devenues le théâtre d'une guerre civile. Les attentats contre les sièges de partis politiques de gauche, les assassinats de dirigeants d'organisations syndicales et populaires se multiplient. Le 15 novembre dernier, une bombe de forte intensité détruisait à Bogota, le siège du comité central du Parti communiste de Colombie. La veille, était assassiné à Barrancabermeja l'ex-guerrillero, Ricardo Lara Parada, dirigeant du mouvement légal « Frente Amplio del Magdalena Medio ». Le 20 novembre, Oscar William Calvo, porte-parole de l'Armée populaire de libération (EPL) et

membre de la Commission de paix, subissait le même sort dans la capitale.

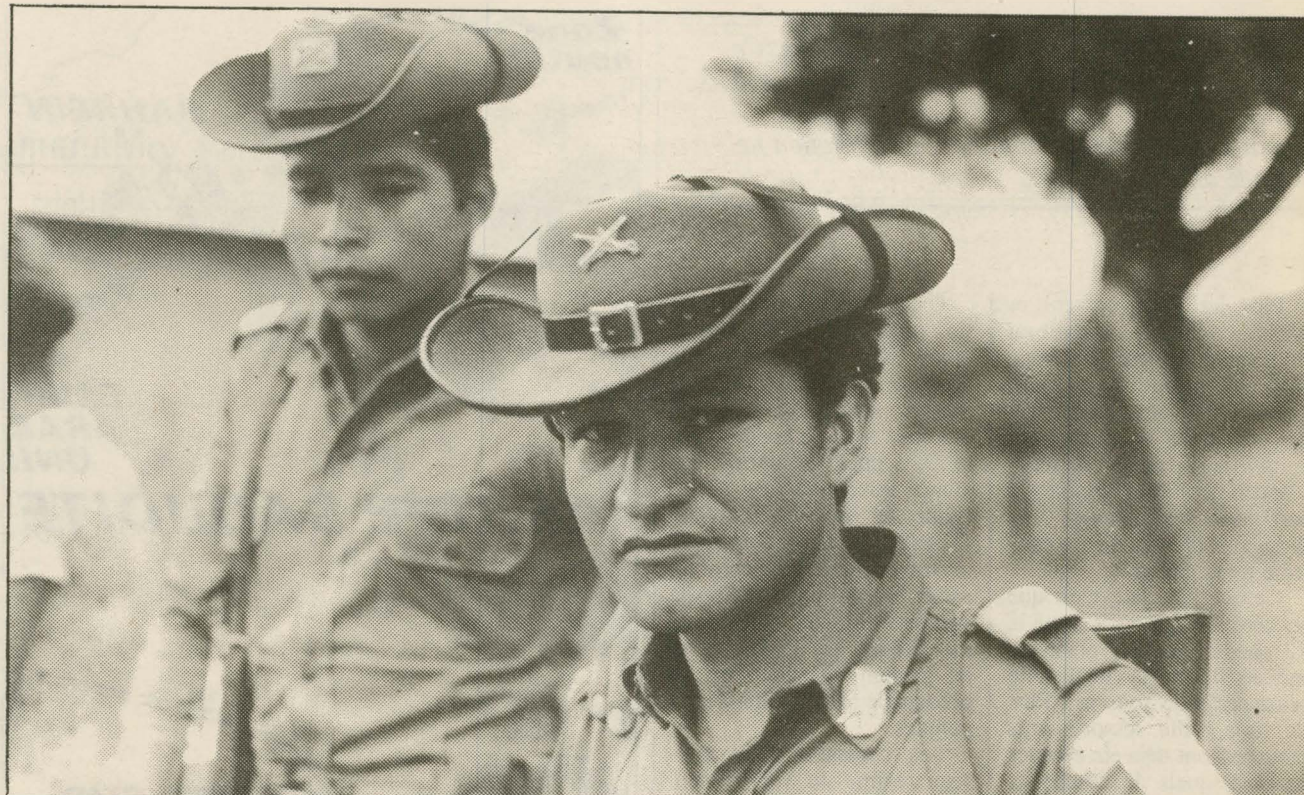
Un autre fait montre bien que le gouvernement civil n'a aucun pouvoir sur la conduite des forces armées : le 29 novembre, des troupes hélicoptérées ont attaqué par surprise dans la région d'Uraba un des fronts des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), tuant vingt-deux guérilleros. Presque simultanément, des commandos paramilitaires attaquaient le siège du syndicat des travailleurs agricoles de la même région. Bilan : sept ouvriers tués et dix-sept blessés. La veille, le gouvernement de Bogota avait annoncé qu'il acceptait l'offre des FARC de proroger de six mois les accords de cessez-le-feu et de dialogue !

Les cités populaires ne sont pas épargnées par cette offensive de Vega Uribe. Le 30 novembre, l'armée a mis à feu et à sang le quartier populaire de Siloe, à Cali, en prétextant qu'il s'agissait d'un bastion du M 19. L'opération, baptisée « Cali, Noël propre », a duré trois jours et a été un véritable massacre... L'armée admet avoir tué onze « guérilleros » et onze civils — dont des vieillards et des enfants — mais les organismes des droits de l'homme parlent de plus de trente cadavres. Les maisons ont été détruites en même temps que leurs meubles et ustensiles, les habitants arrêtés et plusieurs d'entre eux fusillés sur place. Les cadavres de dix jeunes filles ont été retrouvés dénudés, on leur avait coupé les seins. Deux vieillards invalides ont été assassinés par balle sitôt qu'un des habitants du quartier les a accusés d'« aider la guérilla ». Un colonel nommé de La Cruz, appartenant à l'état-major de la troisième Brigade, a prévenu que les fusillades avaient pour objectifs de « donner une leçon à ceux qui veulent aider les bandits. »

Terreur dans les médias

Aspect important de cette offensive militariste, les manœuvres d'intimidation contre les journalistes indépendants. Les résidus de liberté de presse qui restent dans ce pays ont joué un rôle important pendant la vague de tortures, d'assassinats et disparitions qui se sont déchainés au cours du gouvernement précédent, celui du libéral Turbay Ayala.

Cherchant à se débarrasser de cet « obstacle », la hiérarchie militaire et certains



Les militaires sont devenus les principaux acteurs du pouvoir

porte-parole de l'entreprise privée ont commencé une campagne de pressions économiques sur les moyens de communication qui ne licencieraient pas leurs journalistes « problématiques » (c'est-à-dire engagés dans la lutte pour la démocratie). Des dizaines de journalistes reçoivent des menaces par téléphone, des lettres anonymes ou des symboles de mort, par exemple des petits cercueils.

Le 8 décembre, l'appartement d'Olga Behar, une journaliste de télévision bien connue, a été perquisitionné par une patrouille de l'armée. Après avoir renversé la bibliothèque, les soldats ont fini par emmener tous les livres, notes, cassettes et photographies appartenant à la journa-

liste, qui était absente au moment de la fouille. Olga Behar venait de publier la *Guerre par la paix*, un recueil d'interviews sur la violence qui secoue le pays depuis plus de quarante ans. La journaliste s'est vu enjoindre de fuir le pays.

Juan Guillermo Rios, un journaliste qui a vécu pendant plus d'un an sous les menaces, a été destitué de son poste avec pertes et fracas ; à la même époque directeur d'un journal d'information télévisé, Rios avait publié des témoignages à donner le frisson sur les massacres commis par le gouvernement avant et après les événements du palais de justice.

Bien que des centaines de journalistes aient signé une déclaration de protestation

face à de tels faits qui vont à l'encontre de la liberté de la presse, la peur se répand dans les moyens de communication. Conséquence immédiate : l'autocensure a atteint des sommets inégalés. Profitant de la situation, le gouvernement des Etats-Unis, par la bouche du secrétaire d'Etat, Georges Shultz, a accusé — sans la moindre preuve — le gouvernement du Nicaragua d'être compromis dans l'assaut du M 19 au palais de justice. Immédiatement, le gouvernement de Bogota a rappelé son ambassadeur de Managua, et Managua en a fait autant. Quelques jours plus tard, le ministère des Affaires étrangères de Colombie envoyait une note de protestation au régime sandiniste, répétant

l'accusation de Shultz, mais sans apporter les preuves que la situation aurait exigées.

Une rupture des relations diplomatiques entre la Colombie et le Nicaragua conviendrait tout à fait à Washington : elle affaiblirait du même coup encore les démarches de médiation du groupe de Contadora.

Bien que le ministre Vega Dribe, lui-même, ait admis qu'il n'avait pas de preuves de la prétendue participation du Nicaragua aux événements des 6 et 7 novembre à Bogota, la presse colombienne terrorisée a accordé crédit aux propos de Shultz, et ce malgré les démentis catégoriques que le gouvernement nicaraguayen a formulés sur ce sujet.

Rodrigo O'Farell

YEMEN DU SUD

Le combat des chefs

Plusieurs milliers de morts, une ville ravagée. Ce n'est pas Beyrouth mais Aden. Sauf que là, les deux camps ont des liens avec Moscou. Tous deux appartiennent au parti unique. La population ne fournit que les victimes.

Plus les jours passent et plus la confusion s'accroît au Sud-Yémen. Deux fractions se déchirent pour le pouvoir. Toutes deux sont d'obédience pro-soviétique et conservent leurs liens avec Moscou. Chacun des camps annonce à son tour l'élimination des dirigeants d'en face et le contrôle de la situation.

Ce que l'on sait, c'est que les combats qui ont débuté le 13 janvier ont fait plusieurs milliers de morts (neuf mille selon certaines sources). Plus de trois mille ressortissants étrangers ont déjà été évacués parmi lesquels de nombreux Soviétiques. Aden est une ville-fantôme, ravagée par les bombardements. Ses habitants, eux, sont terrés dans leurs maisons, sans eau ni électricité depuis les premiers jours des affrontements. Un quartier a même été inondé de pétrole à la suite de l'explosion d'un oléoduc.

La tentative de coup d'Etat a été menée par l'ancien président Abdel Fatah Ismail, revenu l'an passé d'un exil volontaire à Moscou après l'accession à la présidence en 1980, d'Ali Nasser Mohamed, ainsi que par le numéro deux du régime, le colonel Ali Antar. Toutes ces rivalités se déroulent au sein du Parti socialiste yéménite, parti unique, qui a pris la suite du Front de libération nationale, héritier du pouvoir à l'indépendance en 1967.

Révolution de palais

Jusqu'au moment où ils accorderont l'indépendance, les Britanniques auront maintenu, durant cent vingt-huit ans, le morcellement de la vingtaine de sultanats composant le territoire de l'actuel Yémen du Sud. Ce « diviser pour régner », typique du colonialisme britannique favorisera la persistance de rivalités appuyées sur les clans, les tribus. Ce trait se retrouve dans les combats d'aujourd'hui et leur extension annoncée aux six provinces du pays.

En l'absence d'un mouvement de masse capable d'influer sur le cours des événements, dans le cadre d'un régime de parti unique, place est faite à des affrontements internes au parti, à l'initiative militaire et aux révolutions de palais. Comme d'autres pays dominés, ce ne sont pas les masses mais les clans disposant d'une force armée qui peuvent s'emparer du pouvoir en attendant qu'un rival mieux armé ne les renverse.

C'est dans ce type de situation que l'URSS s'est insérée. Sans, bien sûr, chercher à favoriser les liens avec les masses : quand on ne le fait pas chez soi ce n'est pas pour le faire chez les autres. En jouant les cliques, en s'attachant tel ou tel individu, l'URSS n'a fait qu'aggraver les travers hérités du colonialisme. Sa politique régionale appuyée des deux côtés de la mer Rouge sur l'Éthiopie et le Yémen du Sud ne se préoccupe pas de l'intérêt des peuples.

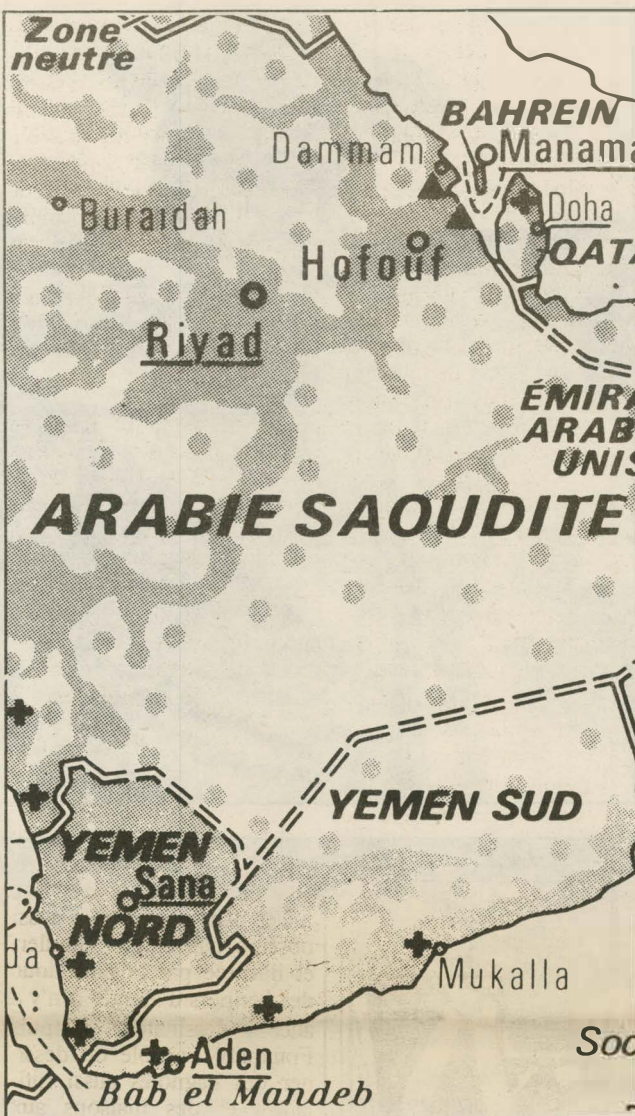
Les réalisations du nouveau régime du Sud-Yémen, transformé en République populaire démocratique en 1970, le feront classer dans le camp progressiste : réforme agraire, unification du pays, nationalisations, soutien à la résistance palestinienne et même, en 1974, proclamation de l'égalité entre l'homme et la femme au sein de la famille, malgré la nature islamique de l'Etat.

En 1979, après une période où le régime était proche de pays non alignés sur Moscou, la RPD du Yémen signe un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS. Par la suite, Aden signera également des traités de même nature avec l'Éthiopie et la Libye.

Ces dernières années, Ali Nasser avait entrepris un rapprochement avec ses voisins de la péninsule : le Nord-Yémen, Oman et l'Arabie saoudite. En décembre 1981, un traité de coopération et de coordination était signé avec le Nord-Yémen. En tissant de tels liens, le chef de l'Etat visait à ne pas rester en marge des autres pays arabes, lui qui ne possède qu'un gisement pétrolier, découvert récemment par les Soviétiques. Pour le septième pays le plus endetté du monde relativement à son PNB, dépendant des transferts de salaires des émigrés (42 % du PNB), renouer avec l'Arabie saoudite offre des avantages économiques certains.

Luttes de cliques

C'est ce rapprochement que les auteurs du coup d'Etat critiquaient. L'armée s'est divisée entre loyalistes et partisans d'Abdel Fatah Ismail et a fait de la capitale un champ de bataille. Du côté des alliés du Yémen du Sud, l'embarras est grand. Moscou essaie de préserver sa présence régionale (l'URSS possède une base dans l'île de



Socotra) sans conflit ouvert avec les riverains. Pour Moscou, l'enjeu est grand : il s'agit de regagner le terrain perdu au Moyen-Orient, notamment en aidant à une réconciliation entre Syrie et Irak et Syrie et Jordanie.

Même si Abdel Fatah Ismail est plus orthodoxe, la manière dont Ali Nasser serait évincé n'est sans doute pas la méthode la moins coûteuse. Ce dernier est allé chercher l'appui du régime éthiopien. A partir de là, les nouvelles les plus contradictoires circulent : arrêt au Yémen du Nord, retour à Aden ou départ à Moscou...

Yasser Arafat a offert sa médiation entre les deux parties et un détachement pales-

tinien a quitté le Yémen du Nord pour s'interposer entre les belligérants.

On ne sait pas encore quelle fraction triomphera de l'épreuve de force mais les communiqués de part et d'autre laissent peu de doute : le Parti socialiste yéménite restera l'instrument du pouvoir. Ce conflit vient une fois de plus apporter de l'eau au moulin de ceux qui critiquent le socialisme qu'ils identifient aux caricatures mises en place dans ces pays. Des cliques rivales s'affrontent dans une révolution de palais, chacune se parant des atouts du socialisme, sans se soucier du moins du monde des intérêts du peuple.

Jean-Jacques Laredo

Meeting-débat
Vendredi 24 janvier - 19 h 30
A la Bourse du travail
B^d Beaumarchais
(M^o République)

Avec : J.C. Arevalo, représentant de l'ANDEN (syndicat enseignant du Nicaragua).
Organisé par : le Comité de solidarité avec le Nicaragua, le Comité de coopération scientifique et technique France-Nicaragua, l'Association culturelle France-Nicaragua.

LESOTHO

Pretoria salue le coup d'Etat.

Depuis trois semaines, le Lesotho subissait un blocus économique sévère de la part de Pretoria. Un blocus qui a été suspendu immédiatement après le renversement par un groupe de militaires du président noir Leabua Jonathan.

Enclave à l'intérieur de l'Afrique du Sud, le Lesotho n'a aucune possibilité d'autonomie économique. Près d'un tiers de son revenu national provient des travailleurs dans les mines sud-africaines. Et il dépend de son puissant voisin pour 97 %. C'est dire l'impact du blocus imposé par Pretoria. Le Lesotho a eu beau lancer un SOS aux Etats-Unis dont l'influence sur le gouvernement de Botha n'est pas un mystère, en appeler à la Grande-Bretagne et au Commonwealth, dont il fait partie, rien n'y a fait. Thatcher et Reagan, si soucieux d'éviter des sanctions au régime de Pretoria, n'ont pas jugé illégitimes celles imposées par l'apartheid aux Lesothans.

Le tort du Lesotho que dirigeait Leabua Jonathan depuis l'indépendance est son soutien aux militants de l'ANC. Cela lui a valu à plusieurs reprises, comme les autres voisins de Pretoria, d'être agressé par l'armée sud-africaine. Une fois encore le mois dernier, une incursion a causé la mort de neuf civils au cœur même de la capitale Maseru.

Lundi dernier, Pretoria a accueilli avec satisfaction le nouveau gouvernement. Celui-ci, dirigé par le général Justin Lekhanya, a aussitôt imposé un couvre-feu de dix-huit heures à six heures pour prévenir le mécontentement de la population.

ALGERIE

Paris soutient Alger

La préfecture de police a interdit la manifestation du Collectif contre la répression en Algérie qui devait avoir lieu samedi 18 janvier. Seul un rassemblement fut autorisé sur le parvis des Droits de l'homme (l'ex-place du Trocadéro), qui devait réunir un millier de personnes. Une délégation devait néanmoins être reçue à l'ambassade d'Algérie.

La LCR, qui participait au rassemblement, a publié un communiqué protestant contre l'interdiction : « Cette décision est d'autant plus scandaleuse qu'elle intervient au moment où on apprend qu'une partie des condamnés des procès tenus en Algérie au mois de décembre ont été soumis à de graves sévices. Ce n'est pas en se rendant complice du gouvernement algérien que les dirigeants du PS pourront faire oublier quelle fut la politique de leur parti durant la guerre d'Algérie. Aujourd'hui comme hier, c'est le peuple algérien qui est sacrifié aux intérêts de l'impérialisme français. »

PACIFIQUE

Semaine anticolonialiste

Le centre d'information pour un développement soli-

taire organise du 27 au 31 janvier une semaine d'information sur le Pacifique sud. Ce colloque, qui se tiendra à Toulouse, est déjà assuré de la présence de représentants du FLNKS, des indépendantistes de Wallis et Futuna et de Polynésie. Y participeront également Dorothee Piermont, députée européenne pour les Verts, ainsi que François Roux, avocat et membre de l'AISDPK, Association de soutien au peuple kanak.

Sont prévus des exposés, des projections et des meetings sur la question du colonialisme dans la région et des essais nucléaires français. La semaine devrait déboucher sur l'élaboration d'une charte commune aux différents mouvements de libération du Pacifique sud.
Renseignements : CIDES, 1, rue Joux-Aigues, Toulouse. Tél : 61 25 02 32.

Kanak, alerte !

L'Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak a envoyé la lettre ouverte suivante à SOS-Racisme, la Fasti, le Collectif immigrés, le MRAP, la LDH, Article 31, au PS, au PC, au PAC, au PSU, à la LCR, à LO, à la FGA, à la CGT, à la CFDT, à la FEN, etc.

La situation en Nouvelle-Calédonie ne fait plus la une de la presse. C'est à peine si le voyage d'un ministre permet d'en parler alors que plusieurs éléments témoignent d'une évolution dangereuse.

Tout confirme en effet qu'une partie de la droite locale s'organise en réseaux et se prépare à faire obstacle par la violence à toute évolution du système colonial.

De nombreux attentats à l'explosif ont vérifié cette tendance. Par ailleurs, ceux qui, de manière démagogue, prétendaient opposer une Calédonie multiraciale à l'indépendance kanake ne supportent pas que des non-Kanaks démocrates soutiennent le FLNKS : Courtot, membre de l'Union calédonienne. Bourdinat, membre de la LDH ; Tehio, connu comme défenseur des indépendantistes ; Caffa, membre du bureau politique du FLNKS a eu sa voiture piégée et a subi plusieurs agressions. Sa maison vient d'être plastiquée par un commando agissant au grand jour.

Des listes de personnes à « liquider » circulent à Nouméa. Des menaces de mort sont systématiquement proférées. Simultanément se perpétuent les intimidations racistes envers les Kanaks, comme si on voulait faire de Nouméa une ville blanche, ville d'apartheid.

Répression des Kanaks et intimidation des Blancs solidaires vont de pair. La prochaine étape sera le meurtre.

Rien n'a été fait pour démanteler les réseaux fascistes, pour saisir les dépôts d'armes, pour arrêter la montée du racisme en Nouvelle-Calédonie.

Il est urgent de réagir ; il faut sans tarder faire intervenir le mouvement antiraciste et démocratique de France pour défendre et protéger les militants kanaks et tous les anticolonialistes du territoire.

Le racisme ce n'est pas seulement aux Minguettes, à Miramas, à La Courneuve, en Afrique du Sud. C'est aussi à Nouméa et dans toute la Nouvelle-Calédonie. Ils veulent interdire les relations entre Kanaks et Blancs, renforcer et asseoir définitivement l'apartheid calédonien.

L'AISDPK convoque donc toutes les organisations ci-dessus à une réunion unitaire, le mardi 28 janvier, à 18 h 00, au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

BD

« Angoulême 13 »

Du côté des éditeurs, « Angoulême 13 » sera peut-être plus le salon du qualitatif que de quantitatif... Outre les superbes albums évoqués dans « Rouge » le 2 janvier, les parutions récentes sont d'assez bonne tenue.

BD Bayard est une maison d'édition qui, depuis deux ans, s'est affirmée comme la plus intelligente des maisons d'édition pour les huit-seize ans. Deux albums récents témoignent de l'éclectisme de leur production :

Charlotte et le trésor des templiers, de F. Dermaut, rajoint la formule créée par Enyd Blyton avec les *Club des cinq*, en proposant aux enfants un album plein de mystère, de passages secrets et de méchants, à l'ombre du château de Gisors.

Ca gaze à Casino, de J.-L. Floch et M. Voline, manie la fable pacifiste avec un dessin extraordinairement moderne et vivant.

Hachette-Jeunesse a offert à Gillon l'occasion, en cette fin d'année Hugo, de livrer une superbe adaptation de *Notre-Dame de Paris*... arrières-cours, ruelles obscures et cryptes sombres de Gillon, renvoient à l'imagerie romantique de la fin du XIX^e siècle.

P. Briens, lui, évoque la figure de François Toussaint, dit *Toussaint Louverture* (à cause des brèches qu'il taillait dans les rangs ennemis !) cet esclave qui prendra la tête de la révolte des Noirs de Saint-Domingue, se ralliera à la France révolutionnaire et anti-esclavagiste de cette fin du XVIII^e siècle, et finira vaincu par les troupes... de Bonaparte !

Aux Editions du Lombard, un dixième album du détective amateur Clifton par Bedu et de Groot (*Passé composé*) où l'ex-colonel raconte ses premières aventures ; un album de Bedu pour les plus jeunes Hugo : le sortilège du haricot. Humour et

fantastique réunis dans une aventure moyenâgeuse.

Le Code Zimmermann inaugure une série d'espionnage en plein cœur de la Flandre occupée par les armées du Kaiser en 1917. Le trio des auteurs (Carin, Rivière, Borille) connaît bien ses maîtres : Jacobs et Floch notamment.

Les Sentinelles de la nuit, de Gilles Chaillet est le quatrième album des aventures de Vasco, jeune Italien perdu au fond de la Turquie où s'affrontent Ottomans et Mongols pour la possession d'une citadelle secrète occu-

pée par les Francs. Le style de Chaillet (l'élève le plus doué de J. Martin) est à l'image de celui de son maître et ami, et la qualité graphique des aventures de Vasco n'est pas sans rappeler celle des aventures d'Alix le Gaulois...

A signaler enfin, toujours aux Editions du Lombard, le très beau livre illustré par J.-C. Servais, *Semailles*, sur des textes de G. Dewamme. Servais a voulu peindre en trois tomes « les saisons de la vie » d'un homme et d'une femme du début du siècle. Après *Accordailles*, voici donc *Semailles* qui conte en images noires et blanches bucoliques le mariage de Toïnette et Sébastien, la naissance de Simon puis d'Emmanuelle, bref, les gestes simples d'une vie ordinaire.

Chez Glénat, nous revient l'inspecteur Jaunes, le héros du dessinateur Tito et du scénariste Bucquoy qui, avec *Affaires royales*, a défrayé la

chronique l'an dernier, puis- que les épisodes, prépubliés dans *Circus*, furent censurés par la justice belge pour atteinte à la famille royale... Une vision sans concession des magouilles politiques, de la corruption et des royautés fantoches. Salulaire et décapant !

Enfin, Castermann qui aligne, juste avant la réunion des jurés d'Angoulême, un fameux tiercé :

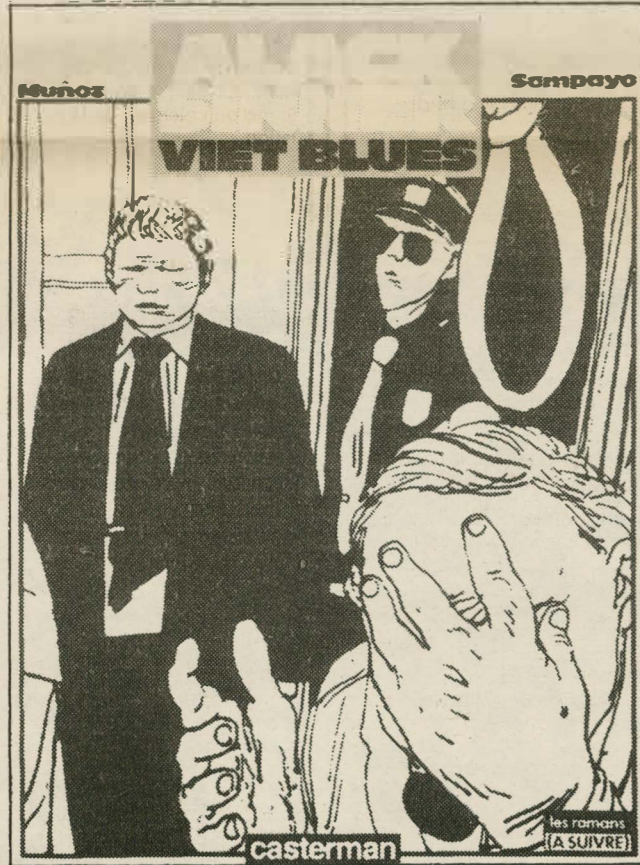
La Femme du magicien, c'est la rencontre de Jérôme Charyn, auteur de polars new-yorkais avec François Boucq, qui œuvre avec talent depuis quelques années dans un style « satirico-fantastique-quotidien » (selon l'expression de Joelle Faure, l'attachée de presse de Castermann). Une histoire d'amour et de magie, en perpétuel équilibre entre rêve et réalité.

Cité Lumière, de Ted Benoit, marque le retour de Ray Banana, le privé des années « fifties ». L'art et la politique mêlés dans une histoire aussi obscure que chez Chandler, et illustrée par le plus doué des héritiers d'Hergé. Il n'y a aucun dessinateur (depuis Franquin) capable de dessiner des bagnoles aussi ritulantes et des maisons aux architectures aussi surprenantes !

Viet Blues des deux compères argentins Munoz et Sampayo, marque le retour de mon « privé » préféré : Alack Sinner. Cette grande carcasse, fragile du dedans, toujours prêt à jouer les boy-scouts. Reprise d'un album publié en 1977 aux Editions du Square et épuisé depuis longtemps, *Viet Blues* est une lancinante balade au cœur de la métropole d'outre-Atlantique. Sinner me fait penser au privé sans nom des polars de Bill Pronzini, c'est dire le magnétisme et la magie qui se dégagent de ses aventures. Génial ! Il n'y a pas d'autre mot.

Michel Laszlo

Le retour du privé Alack Sinner par Munoz et Sampayo



1986 : l'année de la normalisation

Une décennie presque trop belle... Lorsque l'on regarde les chiffres de l'édition des dix dernières années, on s'aperçoit que de 1976 à 1982, le taux moyen annuel de croissance de l'édition de bandes dessinées a représenté une augmentation annuelle de l'ordre de 16 %, alors que pour la même période, la croissance des autres secteurs a été quasiment nulle (littérature : + 0,5 %, dictionnaires : 0 %, livres d'art : + 1 %...)¹.

L'Année de la bande dessinée 1985-1986 (éditions Glénat), il s'agit d'une « fausse bonne santé »...

Le festival d'Angoulême, qui fête cette année son treizième anniversaire, risque d'être un peu le baromètre de cette tendance. Rendez-vous annuel, équivalent un peu au Festival de Cannes pour la bande dessinée, « Angoulême 13 » sera peut-être aussi le dernier salon de l'ère Lang, l'une des périodes où la BD aura enfin été reconnue par les pouvoirs publics, reconnaissance qui s'est accomplie dans le creuset de projets assez imposants (projet de création d'un musée national de la bande dessinée, aides aux dessinateurs et aux créateurs BD, subventions de petites revues et de manifestations par le biais du Centre national des lettres, etc.)

« Angoulême 12 » s'était déroulé sous le slogan « Bâtisseurs de rêves ». « Angoulême 13 » a choisi comme thème cette année « Un héros peut en cacher un autre ». Ironie, humour noir, ou prémonition ?

M. L.

1. Chiffres du Syndicat national de l'édition.

Affiche du festival d'Angoulême



☆ Samedi 22 h 30 (TF 1) « Droit de réponse » : Les présumés coupables.

☆ Dimanche 22 h 30 (FR 3) *la Bandera*, de J. Duvivier avec J. Gabin, Annabella, R. Le Vigan. D'après un roman de P. MacOrlan, un curieux film d'atmosphère, tourné en 1935 au Maroc espagnol, et dédié au général (alors inconnu) qui commandait la Légion espagnole et avait favorisé le tour-

nage du film, un certain Francisco Franco...

☆ Lundi 16 h 07 (FR 3) *la Terre des pharaons*, de H. Hawks, avec J. Hawkins, J. Collins. Sur un scénario auquel collabora William Faulkner, (excusez du peu !), Hawks a peut-être réussi le plus intimiste et le moins ringard des péplums hollywoodiens.

☆ Mardi 20 h 35. Le choix

entre un film qui, malgré son titre, ne casse rien (*Tremblement de terre* sur FR 3) et un film de F. Giroud sur scénario de F. Giroud (*le Bon Plaisir* sur A 2) qui est peut-être le film le plus ridicule que j'ai jamais vu sur les moeurs politiques françaises.

☆ Mercredi 21 h 50 (A 2) *Le fil tenu de la vie* est le titre d'un bouleversant reportage sur les enfants (plus de deux mille chaque année) atteints d'un cancer. Deux sur trois guérissent, et ce document montre combien il est dur pour un enfant de vivre une thérapie qui les éloigne de leurs copains, de leur école, et qui les rend tragiquement « différents »...

22 h 50 (FR 3) *la Petite Bande* de M. Deville. Entre le petit Poucet et les sept nains sans Blanche-Neige, M. Deville a réalisé un film de pur plaisir sur l'escapade de sept enfants sur le continent, une sorte de fable à la Lewis Carroll où Deville témoigne à la fois de son éclectique talent, et de son admiration pour l'enfance. Mais juste une question : quel est l'ineffable imbécile qui a programmé ce film à onze heures moins dix ?

☆ Jeudi 20 h 35 (FR 3) *Stavisky* d'A. Resnais avec J.-P. Belmondo et A. Dupey. Curieux film que d'aucuns ont cru raté, et dans lequel Resnais a choisi d'évo-

quer la figure de Stavisky comme celle d'un de ces aventuriers de luxe sortis d'un film de Lubitsch. Malgré quelques repères (cf. l'exil de Trotsky), Resnais a sciemment refusé le parti pris de l'évocation historique. Comme toujours chez ce grand cinéaste, le récit est fascinant.

☆ Vendredi (20 h 35) Quatrième et ultime épisode de *Fort Saganne*, d'Alain Corneau avec G. Depardieu, P. Noiret et C. Deneuve : des sables du Hoggar aux tranchées de Verdun.

23 h (A 2) *Je suis un aventurier*, d'Anthony Mann avec James Stewart, R. Roman,

C. Calvet et W. Brennan. L'un des plus beaux scénarii de Borden Chase et le meilleur western de Mann. Comme dans *les Affameurs*, c'est parce qu'il interrompt une pendaison que J. Stewart se trouve pris dans les ressorts dramatiques d'une action qui va le mener de Skagway (Alaska) à Dawson (Yukon) en passant par la White Pass canadienne. Meurtri, leuré et blessé, l'homme en colère qui réédue sa main blessée pour affronter ses tourmenteurs arrive précédé dans la nuit par le léger tintement du grelot qu'il porte à sa selle... Un chef-d'œuvre !

Michel Laszlo

Jean Ziegler, socialiste
Yves Lacoste, tiers mondiste
Daniel Bensaid, trotskyste
Qu'ont-ils en commun ?

Un député
socialiste
peut-il
rompre
le silence ?

Pourquoi
le maire
de Grenoble
a-t-il
peur
des Rouges ?

Imaginez-vous
seulement
ce qui se passe
en Roumanie ?

"courts métrages",
"courts métrages",
n'est-ce pas
un drôle
de nom
pour une rubrique ?

LE 30 JANVIER,

Un ROUGE, sinon rien



3 mois de ROUGE pour 60 francs
On n'a vraiment pas peur !!!

(1 an pour 200 francs)

Jusqu'au 15 mars